



SIGNAUX GIROD
(ISIN : FR0000060790)

Rapport financier annuel

Exercice 2013/2014

A.- Comptes consolidés en normes IFRS**I. - Bilan consolidé**

(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

Actifs	Note	30/09/2014	30/09/2013
Actifs non courants			
Goodwills	3	13 138	13 391
Immobilisations incorporelles	3	1 463	1 565
Immobilisations corporelles	1	46 068	48 313
Immeubles de placement	2	336	336
Actifs financiers disponibles à la vente	4	61	63
Autres actifs financiers	4	1 193	839
Participations dans les entreprises associées	5	6	688
Actifs d'impôts différés	26	763	660
Total actifs non courants		63 028	65 855
Actifs courants			
Stocks	7	20 603	23 152
Clients et autres débiteurs	8	34 899	40 308
Actifs d'impôts exigibles	9	845	899
Autres actifs courants	9	4 093	4 270
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	6 313	4 248
Total actifs courants avant actifs détenus en vue de la vente		66 753	72 877
Actifs destinés à être cédés	11	3 372	236
Total actifs courants		70 125	73 113
Total actifs		133 153	138 968

Capitaux propres et passifs	Note	30/09/2014	30/09/2013
Capitaux propres			
Capital émis	12	14 808	14 808
Primes d'émission			
Résultats accumulés non distribués et autres éléments du résultat global		63 165	63 491
Résultat net part du groupe		1 686	2 554
Capital émis et réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère		79 659	80 853
Intérêts ne donnant pas le contrôle		601	624
Total capitaux propres		80 260	81 477
Passifs non courants			
Emprunts portant intérêt	13	16 030	17 088
Provisions	14	0	200
Passifs liés aux avantages au personnel	15	3 058	2 377
Passifs d'impôts différés	26	4 017	4 157
Total passifs non courants		23 105	23 822
Passifs courants			
Emprunts portant intérêt	13	6 821	8 266
Provisions	14	867	784
Fournisseurs	16	10 560	12 973

Passifs d'impôts exigibles		0	17
Autres passifs courants	17	9 903	11 629
Total passifs courants avant passifs liés aux activités destinées à être cédées		28 151	33 669
Passifs destinés à être cédés	11	1 637	0
Total passifs courants		29 788	33 669
Total passifs		52 893	57 491
Total capitaux propres et passifs		133 153	138 968

II. - Compte de résultat en normes IFRS

(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

	Note	30/09/2014	30/09/2013
Ventes de biens et services	18	123 825	127 564
Produits des activités ordinaires		123 825	127 564
Autres produits de l'activité			
Achats consommés		- 41 747	- 40 357
Charges de personnel	19	- 40 734	- 41 380
Charges externes		- 29 863	- 33 165
Impôts et taxes		- 3 217	- 3 189
Amortissements, provisions et pertes de valeur	21	- 5 317	- 5 620
Variations des stocks de produits en cours et finis		8	1 001
Autres produits et charges d'exploitations	22	- 113	-135
Résultat opérationnel courant		2 842	4 719
Perte de valeur des goodwill	23	- 150	
Autres produits et charges opérationnels	23	- 143	- 185
Résultat opérationnel		2 549	4 534
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		162	220
Coût de l'endettement financier brut		- 455	- 478
Coût de l'endettement financier net	24	- 293	- 258
Autres charges financières et produits financiers	25	67	- 318
Résultat financier		- 226	- 576
Impôt sur le résultat	26	- 546	- 1 208
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	27	- 24	- 164
Résultat net avant résultat des activités abandonnées		1 753	2 586
Résultat net des activités abandonnées		0	0
Résultat net consolidé		1 753	2 586
Intérêts ne donnant pas le contrôle		67	32
Résultat net part du groupe		1 686	2 554
Résultat par action (en euros)	28	+ 1.53	+ 2.27
Résultat dilué par action (en euros)		+ 1.48	+ 2.24
Nombre d'actions		1 104 078	1 125 646
Nombre d'actions diluées		1 139 062	1 139 062

Etat du résultat global	30/09/2014	30/09/2013
Résultat net consolidé	1 753	2 586
Éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat		
- Ecart actuariels	- 626	
- Impôts différés relatifs aux éléments de résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat	209	
Éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés en résultat		
- Ecart de conversion	- 46	265
- Retraitement swap de fixation de taux d'intérêt	-95	

- Impôts différés relatifs aux éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	32	
Total des autres éléments du résultat global	- 526	265
Résultat global de la période	1 227	2 851
Dont part du groupe	1 167	2 814
Dont part ne donnant pas le contrôle	60	37

III. - Tableau des flux de trésorerie en normes IFRS

(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

	30/09/2014	30/09/2013
Résultat avant impôt	2 232	3 762
Intérêts ne donnant pas le contrôle dans le résultat des sociétés intégrées	67	32
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	24	164
Dotations aux amortissements et provisions	5 763	6 311
Reprises amortissements et provisions	- 640	- 1 004
Résultat sur cessions d'actifs immobilisés	81	41
Produits financiers	-162	-220
Charges financières	455	478
Impôt sur les résultats payé	-640	- 2 861
Variation du besoin en fonds de roulement de l'activité	1 923	- 1 842
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	9 103	4 861
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	- 3 665	- 4 463
Cessions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	349	628
Acquisitions d'actifs financiers	- 646	- 668
Réductions d'actifs financiers	164	761
Intérêts reçus	162	220
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise (1)	- 134	- 118
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée	817	0
Flux de trésorerie en provenance des activités d'investissement	- 2 953	- 3 640
Augmentation / diminution de capital	0	107
Variation des emprunts portant intérêt (courants)	- 945	946
Variation des emprunts portant intérêt (non courants)	-161	- 2 605
Intérêts versés	- 455	- 478
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 1 778	- 2 836
Dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle	- 83	- 114
Dividendes reçus des entreprises associées	0	0
Flux de trésorerie en provenance des activités de financement	- 3 422	- 4 980
Ecarts et variations de conversion	- 6	- 10
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	2 722	- 3 769
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture (2)	2 351	6 120
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture	5 073	2 351
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	2 722	- 3 769

(1) Le poste « Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise » correspond au prix payé pour les prises de participation complémentaire dans la société Girod Maroc.

(2) Cf Note 10

	30/09/2014	30/09/2013
Variation des stocks	1 408	- 1 636
Variation des créances	4 520	2
Variation des dettes	- 4 005	- 208
Variation du besoin en fonds de roulement de l'activité	1 923	- 1 842

IV. - Tableau de variation des capitaux propres en normes IFRS

(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

	Capital	Résultat part du groupe	Réserves non distribuées	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la mère	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Situation nette 30/09/2012	14 808	3 994	62 414	81 216	595	81 811
Affectation du résultat		- 3 994	3 994	0		
Dividendes versés au titre de l'exercice (1)			- 2 836	- 2 836	- 114	- 2 950
Résultat de l'exercice 2012/2013		2 554		2 554	32	2 586
Variation des actions propres			- 345	- 345		- 345
Variation écart de conversion et autres			264	264	111	375
Situation nette 30/09/13	14 808	2 554	63 491	80 853	624	81 477
Affectation du résultat		- 2 554	2 554	0		
Dividendes versés au titre de l'exercice (2)			- 1 778	- 1 778	- 83	- 1 861
Résultat de l'exercice 2013/2014		1 686		1 686	67	1 753
Variation des actions propres			- 583	- 583		- 583
Variation écart de conversion et autres			- 519	- 519	- 7	- 526
Situation nette 30/09/14	14 808	1 836	63 165	79 659	601	80 260

(1) Dividendes versés par action : 2.50 €

(2) Dividendes versés par action : 1.60 €

V.- Annexe aux états financiers consolidés en normes IFRS

I. – Présentation de l'activité et des événements majeurs

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 29 Janvier 2015.

Les comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée générale des actionnaires du 27 mars 2015

1.- Références de la société

En date du 29 janvier 2015, le conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Signaux Girod S.A. pour l'exercice clos au 30 septembre 2014.
Signaux Girod S.A. est une société anonyme cotée sur Euronext Paris compartiment C, immatriculée en France.

2.- Caractéristiques de l'activité

Spécialiste de la signalisation, la vocation de Signaux Girod est de guider, de sécuriser et d'assurer le confort des personnes en déplacement sur la voie et l'espace public.

Des hommes, des produits et des services constituent le groupe Signaux Girod. Trois pôles garantissent une synergie groupe et un large potentiel pour gérer des projets ambitieux en France et à l'international.

Pôle Signalisation France

Acteur majeur de la signalisation en France, Signaux Girod compte 37 implantations réparties sur le territoire national.

Son offre répond aux besoins du marché en termes de signalisation, signalétiques, produits de marquage routier, produits plastiques, balisage de véhicule, mobilier urbain...

Des prestations de services telles que les travaux de pose et de marquage, les prestations de balisage, de location, d'entretien et de maintenance complètent cette gamme de produits.

Pôle Sociétés Spécialisées

Cinq sociétés spécialisées opèrent dans des domaines connexes à la signalisation tels que l'identité visuelle adhésive (décoration de tramways, trains, véhicules...), du mobilier urbain haut de gamme, du mobilier de communication visuelle, du mobilier de fleurissement et de la signalisation électronique.

Pôle Activités internationales

Dans l'objectif de répondre aux spécificités de leurs marchés nationaux, Signaux Girod s'est implanté et réalise ses métiers dans 8 pays : Espagne, Grande-Bretagne, Roumanie, Hongrie, République Tchèque, Lettonie, Belgique et Maroc.

3.- Chiffres clés de l'exercice 2013/2014

Le résultat net part du Groupe s'établit à 1.7 M€.

En millions d'Euros	2013/2014	2012/2013	Variations
Chiffre d'affaires	123.8	127.6	- 2.9%
Résultat opérationnel courant	2.8	4.7	-39.8%
Résultat opérationnel	2.5	4.5	-43.8%
Résultat net part du groupe	1.7	2.5	-34.0%

Signalisation France : (CA : 82.6 M€ - ROC : - 0.1 M€)

Après un premier semestre satisfaisant, l'activité a fortement chuté depuis les élections municipales de mars 2014, suite aux différents changements politiques et à la réduction des budgets des collectivités locales. Malgré les efforts de rationalisation, la conjonction de la baisse de volume et de la très forte pression sur les prix impacte la rentabilité.

Sociétés spécialisées : (CA 23.5 M€ - ROC : 1.7 M€)

L'ensemble de ces sociétés, à l'exception de S.I.P. (spécialisée dans l'identité visuelle adhésive), ont subi un ralentissement de leurs activités auprès des collectivités en France, impactant le résultat de ce pôle.

Activités internationales : (CA : 17.7 M€ - ROC : 1.2 M€)

Le chiffre d'affaires progresse de 8.6% et le résultat opérationnel courant de 3% confirment le potentiel de ce pôle.

La solidité financière de l'entreprise (endettement net sur fonds propres de 21%), le développement à l'international et la poursuite des efforts de rationalisation en France, lui donne les moyens de résister à la baisse, programmée jusqu'en 2017, de la dotation globale de fonctionnement des collectivités françaises qui impactera les résultats futurs.

II. – Méthodes comptables significatives

1.- Principes de préparation des états financiers

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les normes IFRS (International Financial Reporting Standards). Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes. Les états financiers consolidés sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€000) sauf indication contraire.

1.1 Conformité aux normes comptables

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 qui s'applique aux comptes consolidés des sociétés européennes cotées sur un marché réglementé et du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne, les comptes consolidés annuels du groupe Signaux Girod qui sont publiés au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2014, ont été établis suivant les normes comptables internationales IAS/IFRS telles qu'adoptées dans l'Union européenne au 30 septembre 2014.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), et leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee). Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm).

Les normes et interprétations publiées par l'IASB ou l'IFRIC mais non encore adoptées par l'Union Européenne au 30 septembre 2014 n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Par ailleurs la note 3.27 mentionne la liste des normes et interprétations publiées et non encore entrées en vigueur.

1.2 Comparabilité des états financiers

Les principes comptables et les règles d'évaluation appliqués au 30 septembre 2013 en normes IFRS, sont ceux appliqués au 30 septembre 2014.

1.3 Comptes consolidés – Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Signaux Girod et de ses filiales au 30 septembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la Société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Tous les soldes intra-groupe, transactions intra-groupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par le Groupe, les comptes des sociétés dont le contrôle est partagé par le Groupe et celles dont le Groupe détient une influence notable.

Participations dans les entreprises contrôlées de manière exclusive

Les sociétés sont consolidées par intégration globale lorsque le Groupe a une participation, majoritaire (pourcentage de contrôle supérieur à 50%), et, ou, en détient le contrôle. La notion de contrôle représente le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une société affiliée afin d'obtenir des avantages de ses activités. Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les intérêts des actionnaires minoritaires sont présentés au bilan dans une catégorie distincte « intérêts ne donnant pas le contrôle ». La part des actionnaires minoritaires au bénéfice est présentée distinctement dans le compte de résultat. Pour les entités autres que les entités ad hoc, le contrôle est apprécié sur la base des droits de vote actuels et potentiels.

Participation dans les entreprises associées

La participation du groupe dans une entreprise associée est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe a une influence notable et qui n'est ni une filiale ni une coentreprise du groupe.

Participation dans les coentreprises

La participation du groupe dans les coentreprises contrôlées conjointement est comptabilisée selon la méthode de l'intégration proportionnelle, ce qui implique de consolider ligne par ligne, dans les rubriques correspondantes des états financiers consolidés, la quote-part des actifs, passifs, produits et charges de la coentreprise.

2.- Recours à des jugements et des estimations

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, des estimations, des jugements et des hypothèses ont été faits par la Direction du Groupe; ils ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces jugements et estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établis en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ils sont évalués de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les jugements et estimations peuvent être révisés si les circonstances sur lesquelles ils étaient fondés évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

La crise financière et économique accroît les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations ont été effectuées en fonction des éléments disponibles à la date de clôture, après prise en compte des événements postérieurs à la clôture, conformément à la norme IAS 10.

Les principaux jugements et estimations significatifs faits par la direction du Groupe portent notamment sur la détermination des pertes de valeur sur les actifs financiers, les écarts d'acquisition, les provisions pour litiges, les engagements de retraite, et les impôts différés.

Les jugements et estimations utilisés sont détaillés dans les notes correspondantes.

3.- Résumé des méthodes comptables significatives

3.1 Présentation du bilan

Conformément à IAS 1, le Groupe présente son bilan en distinguant les parties courantes et non courantes des actifs et des passifs.

La distinction des éléments courants des éléments non courants a été effectuée selon les règles suivantes :

- les actifs et passifs constitutifs du besoin en fonds de roulement entrant dans le cycle normal de l'activité sont classés en « courants » ;
- les actifs et passifs, hors cycle normal d'exploitation, sont présentés en « courants », d'une part et en « non courants » d'autre part, selon que leur échéance est à plus ou moins d'un an.

3.2 Conversion des comptes des filiales étrangères

Les comptes consolidés sont établis en euro qui est la monnaie de présentation du groupe.

Les goodwill détenus sont également convertis en euro, monnaie de présentation du groupe.

La conversion des états financiers des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est ni l'euro, ni la monnaie d'une économie hyper inflationniste, est effectuée selon les principes suivants :

- Les comptes de bilan, à l'exception des capitaux propres, sont convertis en utilisant les cours officiels de change à la fin de l'exercice.
- Les éléments du compte de résultat sont convertis en utilisant le cours moyen de l'exercice.
- Les composantes des capitaux propres sont converties au cours historique.
- Les éléments du tableau de flux de trésorerie sont convertis en utilisant le cours moyen de l'exercice.

Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées dans une rubrique distincte du tableau des capitaux propres, « réserve de conversion » ; les mouvements de l'exercice sont présentés dans une ligne distincte, dans les autres éléments du résultat global

3.3 Conversion des opérations en devises

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux historique en vigueur à la date de la transaction. A la clôture, les créances et dettes en devises étrangères sont converties au taux de clôture, et l'écart de change latent qui en résulte est inscrit au compte de résultat.

3.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique, ou à leur juste valeur pour celles acquises par regroupement d'entreprises, excluant les coûts d'entretien courant, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût historique inclut le coût d'acquisition ou le coût de production ainsi que les coûts directement attribuables pour disposer de l'immobilisation dans son lieu et dans ses conditions d'exploitation.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le rythme attendu de consommation des avantages économiques, principalement en mode linéaire.

Constructions	15 à 50 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 30 ans
Autres immobilisations corporelles	4 à 20 ans

La base amortissable tient compte d'une éventuelle valeur résiduelle.

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation lorsque des indices de perte de valeur indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa sortie ou quand aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie. Tous gains ou pertes résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé sur la différence entre le produit net de cession et la valeur nette comptable de cet actif) sont inclus dans le compte de résultat l'année de la décomptabilisation de l'actif.

Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus, et modifiés si nécessaire, à chaque clôture annuelle. De tels changements sont traités comme des changements d'estimation conformément à IAS 8.

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles est comptabilisée en résultat dans la catégorie des dotations aux amortissements.

3.5 Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

La mise en oeuvre de la norme IAS 23 « Intérêts d'emprunts » n'a pas conduit à activer des intérêts d'emprunts du fait de son caractère non significatif.

3.6 Subventions publiques

Les subventions publiques sont reconnues quand il existe une assurance raisonnable qu'elles seront reçues et que toutes les conditions auxquelles elles sont soumises seront satisfaites. Lorsque la subvention est reçue en contrepartie d'un élément de charge, elle est comptabilisée en produit sur une base systématique et sur une durée propre à permettre son rattachement aux coûts qu'elle est censée compenser. Lorsque la subvention est liée à un actif, elle est présentée en produits différés. Lorsque le Groupe reçoit des subventions non monétaires, l'actif et cette subvention sont comptabilisés à leur montant nominal et la subvention est rapportée au compte de résultat sur la durée d'utilité attendue de l'actif correspondant, par annuités constantes.

3.7 Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont évalués initialement à leurs coûts de transaction inclus.

Les dépenses réalisées sur l'immeuble postérieurement à son acquisition, y compris les coûts de remplacement d'une partie de l'immeuble sont comptabilisées en charge de période de manière cohérente avec l'augmentation de valeur de l'immeuble que ces dépenses engendrent.

3.8 Regroupement d'entreprises et Goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à IFRS 3 révisée depuis le 1^{er} octobre 2009.

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} octobre 2009

A la date d'acquisition, c'est-à-dire à la date de prise de contrôle de l'acquise, sont comptabilisés :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris à la juste valeur
- la participation ne donnant pas le contrôle (i.e. les intérêts minoritaires) est évaluée soit à la juste valeur, soit sur la base de sa quote-part dans les valeurs attribuées aux actifs et passifs de l'acquise à la date du regroupement. Ce choix s'applique à chaque regroupement d'entreprise.

Les frais directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus.

Les éventuels compléments de prix du regroupement d'entreprises sont évalués à la juste valeur à la date de prise du contrôle. Les ajustements de ces compléments de prix au cours du délai d'affectation (soit 1 an après la date d'acquisition) s'analysent comme suit :

- si l'ajustement résulte de nouveaux éléments intervenus depuis l'acquisition, l'ajustement est enregistré en résultat,
- si l'ajustement résulte de nouvelles informations permettant d'affiner l'évaluation à la date de prise de contrôle alors l'ajustement est comptabilisé en contrepartie de l'écart d'acquisition.

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition (ou goodwill) correspond à la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée (complément de prix inclus), augmentée du montant des participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et, le cas échéant, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation antérieurement détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, ainsi réévaluée par le compte de résultat et,
- la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis.

Si des impôts différés actifs n'ont pas été reconnus à la date d'acquisition, au motif que leur recouvrabilité était incertaine, toute comptabilisation ultérieure ou utilisation de ces impôts différés, au-delà du délai d'affectation, se fera en contrepartie du résultat (i.e. sans impact sur le montant reconnu en écart d'acquisition).

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est, à compter de la date d'acquisition, affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie du Groupe ou à chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Chaque unité ou groupe d'unités auquel le goodwill est ainsi affecté :

- Représente au sein du Groupe, le niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour les besoins de gestion interne ; et
- N'est pas plus grand qu'un secteur opérationnel.

Si le goodwill a été affecté à une unité génératrice de trésorerie (ou groupe d'unités génératrices de trésorerie) et si une activité au sein de cette unité est cédée, la portion du goodwill liée à l'activité sortie est incluse dans la valeur comptable de l'activité lors de la détermination du résultat de cession. La quote-part du goodwill ainsi cédée est évaluée sur la base des valeurs relatives de l'activité cédée et de la part de l'unité génératrice de trésorerie conservée.

Lorsque des filiales sont cédées, la différence entre le prix de cession et l'actif net cédé augmenté des écarts de conversion accumulés et de la valeur nette du goodwill est reconnue au compte de résultat.

Les compléments de prix liés aux prises de contrôle antérieures à la date de 1^{ère} application des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées sont constatés à titre dérogatoire selon les anciennes dispositions (variations des compléments de prix constatées en écart d'acquisition).

3.9 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et celles acquises par regroupement d'entreprises à leur juste valeur.

Lorsque leur durée d'utilité est définie, les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation attendue par le Groupe. Cette durée est déterminée au cas par cas en fonction de la nature et des caractéristiques des éléments inclus dans cette rubrique.

Lorsque leur durée d'utilité est indéfinie, les immobilisations incorporelles ne sont pas amorties mais sont soumises à des tests annuels systématiques de perte de valeur (Voir note «3.10 Dépréciation d'actifs »).

Un résumé des durées d'utilité les plus généralement appliquées aux immobilisations incorporelles du Groupe est présenté ci-dessous :

Licences de logiciels	Amortissement linéaire sur des durées de 5 à 8 ans
Brevets, etc.	Amortissement linéaire sur des durées de 10 à 20 ans

Pour ces immobilisations aucune valeur résiduelle n'est considérée.

3.10 Dépréciation d'actifs

3.10.1 Tests de dépréciation des actifs incorporels, corporels et des goodwill

Les goodwill et les actifs incorporels à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 "Dépréciation des actifs", au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Les autres actifs immobilisés sont également soumis à un test de perte de valeur chaque fois que les événements, ou changements de circonstances indiquent que ces valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables.

Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est obtenue en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou groupe d'actifs) et de sa sortie in fine. La juste valeur diminuée des coûts de cession correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif (ou groupe d'actifs), dans des conditions de concurrence normale, diminué des coûts directement liés à la cession.

Les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur d'utilité en matière de croissance pour les horizons explicites des plans d'affaires sont conformes aux données disponibles du marché et des hypothèses ont été retenues pour la détermination de la valeur terminale, notamment un taux de croissance à l'infini généralement de 1,5%.

Lorsque les tests effectués mettent en évidence que la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif (ou groupe d'actifs), alors une perte de valeur est enregistrée en résultat pour le différentiel, imputée en priorité sur les goodwill.

Une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif. Si tel est le cas, la valeur comptable de l'actif est augmentée à hauteur de sa valeur recouvrable. Cependant, les pertes de valeur comptabilisées relatives à des goodwill sont irréversibles. Les pertes de valeur, et inversement les reprises de perte de valeur, sont comptabilisées en résultat. Les dotations aux amortissements sont éventuellement ajustées afin que la valeur comptable révisée de l'actif soit répartie sur la durée d'utilité restant à courir.

3.10.2 Tests de dépréciation des immobilisations corporelles industrielles

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'un indice de perte de valeur.

La plupart des actifs corporels industriels du Groupe ne générant pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs, le Groupe procède à l'estimation de la valeur recouvrable de l'unité génératrice qui les exploite, en cas d'indice de pertes de valeur.

Une perte de valeur est comptabilisée pour une unité génératrice de trésorerie, si et seulement si, la valeur recouvrable de l'unité est inférieure à la valeur comptable de l'unité.

3.11 Actifs financiers

Les actifs financiers non courants comprennent les titres de participation des sociétés non consolidées, les créances rattachées aux participations, ainsi que les avances et les dépôts de garantie donnés à des tiers.

Les actifs financiers non courants sont initialement valorisés à leur juste valeur. Lorsque la juste valeur de ces actifs est inférieure à leur valeur comptable, une perte de valeur est constatée pour ramener la valeur nette comptable des actifs au niveau de leur juste valeur.

Conformément à IAS 39, les titres de participation des sociétés contrôlées et non cotées qui ne sont pas consolidées en raison de leur caractère non significatif sont analysés comme des titres disponibles à la vente et valorisés à leur juste valeur. Les pertes et gains latents sont enregistrés dans une composante séparée des capitaux propres. En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période.

Les avances et dépôts de garantie sont des actifs financiers non-dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. De tels actifs sont comptabilisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés en résultat lorsque les prêts et les créances sont décomptabilisés ou dépréciés.

Les achats et ventes d'actifs financiers sont généralement comptabilisés à la date de transaction.

3.12 Stocks

Les stocks et encours de production industrielle sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

Le coût est déterminé selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti). Ce coût inclut les coûts de matières et de la main-d'œuvre directe ainsi qu'une quote-part de frais indirects de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement de la production des stocks et des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

Les marges internes incluses dans les stocks sont éliminées du résultat consolidé.

3.13 Clients et autres débiteurs

Les créances clients, sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture déduction faite des provisions pour dépréciations des montants non recouvrables. Une dépréciation est constituée lorsqu'il existe des éléments objectifs indiquant que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer ces créances. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

3.14 Actifs non-courants détenus en vue de la vente et passifs afférents

Conformément à la norme IFRS 5, sont considérés comme destinés à être cédés, les actifs non courants qui sont disponibles à la vente et dont la vente est hautement probable et pour lesquels un plan de vente des actifs a été engagé par un niveau de direction approprié (y compris lorsque ce plan s'inscrit dans une procédure de liquidation judiciaire). Les actifs non courants considérés comme destinés à être cédés sont évalués et comptabilisés au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de vente. Ces actifs cessent d'être amortis. Lorsqu'un groupe d'actifs et de passifs sont destinés à être cédés ensemble dans une transaction unique, les actifs destinés à être cédés intègrent également les actifs courants de ce groupe, et les passifs liés sont comptabilisés au passif au sein du poste « Passifs destinés à être cédés ».

3.15 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les dépôts à court terme comptabilisés au bilan comprennent les disponibilités bancaires, les disponibilités en caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants.

3.16 Emprunts portant intérêts

Tous les emprunts sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, moins les coûts de transaction directement attribuables. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

3.17 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsque le Groupe attend le remboursement partiel ou total de la provision, par exemple du fait d'un contrat d'assurance, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct mais uniquement si le remboursement est quasi-certain. La charge liée à la provision est présentée dans le compte de résultat, nette de tout remboursement. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées sur la base d'un taux avant impôt qui reflète, le cas échéant, les risques spécifiques au passif.

Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt.

Lorsque la provision est utilisée, la reprise de provision est comptabilisée au crédit du compte de charge dans lequel a été enregistrée la dépense couverte par la provision. Lorsque la reprise de provision traduit l'extinction du risque prévu sans dépense associée, la reprise est comptabilisée au crédit du compte de dotation aux provisions.

Les provisions liées au cycle normal d'exploitation sont classées dans la catégorie des provisions courantes.

3.18 Avantages au personnel

3.18.1 Les avantages à court terme

Ils comprennent notamment les salaires et les cotisations de sécurité sociale, les congés payés et les primes sur objectifs. Ils sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus par le personnel. Les sommes non versées à la clôture de l'exercice sont constatées en «Autres passifs courants». En l'absence de surcoût significatif identifié pour le Groupe, les engagements liés au Droit Individuel de Formation (DIF) sont considérés comme des éléments hors bilan.

3.18.2 Les avantages postérieurs à l'emploi

Selon les lois et usages de chaque pays, le groupe accorde à ses salariés des régimes de retraite ou de prévoyance. En France, chaque employé du Groupe bénéficie d'un régime de retraite à prestations définies sous la forme d'une indemnité de fin de carrière qui est versée en une seule fois lors du départ en retraite du salarié et dont le financement est assuré par le groupe. Afin de couvrir, au moins partiellement, ses engagements, le groupe a, dans certains cas, versé à une institution externe chargée de la gestion des fonds, c'est-à-dire une compagnie d'assurances, des sommes destinées au paiement futur d'une partie des charges correspondantes.

Régimes de base :

Dans certains pays, et plus particulièrement en France, le groupe participe à des régimes de sécurité sociale de base pour lesquels la charge enregistrée est égale aux cotisations appelées par les organismes d'Etat.

Régimes à cotisations définies :

Les prestations versées dépendent uniquement du cumul des cotisations versées et du rendement des placements de ces dernières. L'engagement du Groupe se limite aux cotisations versées qui sont enregistrées en charge.

Régimes à prestations définies :

Le coût des avantages accordés lié aux régimes à prestations définies est déterminé en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Les hypothèses et méthodes actuarielles sous jacentes sont décrites dans le paragraphe III, note 16. Le montant comptabilisé au passif au titre d'un régime à prestations définies comprend la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, diminuée du coût des services passés non encore comptabilisés et diminuée de la juste valeur des actifs du régime utilisés directement pour éteindre les obligations.

La valeur des engagements étant fixée à chaque fin d'exercice (soit au 30 septembre de chaque année) dans les conditions indiquées ci-dessus. Les charges comptabilisées au cours de l'exercice tiennent compte :

- des droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice, les droits étant généralement dépendants de l'ancienneté acquise dans le groupe ;
- de la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement d'une année ;
- du rendement attendu en début d'exercice sur les fonds placés auprès d'une institution externe ;
- de l'amortissement, sur la durée résiduelle d'acquisition des droits des salariés, des impacts liés à l'évolution des textes légaux et conventionnels.

Depuis le 1^{er} octobre 2004, aucun versement n'a été effectué à une institution externe au titre des indemnités de fin de carrière.

Depuis l'application d'IAS 19 révisée les écarts actuariels liés d'une part, aux changements de certaines hypothèses, d'autre part, aux ajustements d'expérience, et enfin, aux écarts entre le rendement attendu et le rendement réel des fonds, sont désormais comptabilisés en autres éléments du résultat global pour leur montant net d'impôt en lieu et place du résultat net.

3.19 Contrats de location

Les contrats de location financement significatifs qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat de location comme l'acquisition de l'actif par endettement, pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur leur durée d'utilité prévue.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.20 Reconnaissance des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés dès lors que tous les critères suivants sont remplis :

- la preuve de l'existence d'un accord entre les parties peut être apportée ;
- la réception du bien a eu lieu ou de la prestation a été effectuée ;
- le prix est fixe ou déterminable.

Le chiffre d'affaires généré par les ventes de produits ou prestation de services est reconnu lors du transfert au client des risques et des avantages liés à la propriété.

3.21 Frais de recherche et développement

Le groupe engage des frais de développement à travers ses bureaux d'études internes destinés essentiellement à la création de nouveaux produits, à l'amélioration des produits existants et au développement de projet d'études graphiques.

Ces dépenses ne respectent pas les critères d'activation tels que définis dans IAS 38 et sont, par conséquent, inscrites en charges opérationnelles durant la période au cours de laquelle elles sont encourues.

3.22 Présentation du compte de résultat et principaux indicateurs financiers

Le Groupe présente le compte de résultat par nature.

Résultat opérationnel courant :

Le résultat opérationnel courant inclut l'ensemble des produits et coûts récurrents directement liés aux activités du Groupe, exception faite des produits et charges qui résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles.

Autres produits et charges opérationnels :

Cette rubrique est alimentée dans le cas où un événement important intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la lecture de la performance de l'entreprise.

Ils incluent les produits et charges en nombre très limités, non usuels par leur fréquence, leur nature et de montant significatif.

Résultat opérationnel :

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles.

3.23 Impôts

Les actifs et les passifs d'impôt exigibles de l'exercice et des exercices précédents sont évalués au montant que l'on s'attend à recouvrer ou à payer auprès des administrations fiscales. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour déterminer ces montants sont ceux qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, ainsi que sur les déficits reportables.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est connue à la date d'arrêté des comptes.

Un actif d'impôt différé, généré par des pertes fiscales, est comptabilisé dès lors qu'il existe des éléments probants et convaincants qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

3.24 Résultat net par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice plus le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui auraient été émises suite à la conversion de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives en actions ordinaires.

Le groupe présente un résultat par action de base et un résultat dilué. Le résultat par action non dilué (résultat de base par action), correspond au résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, diminué des titres auto-détenus.

3.25 Juste valeur des instruments financiers

Les évaluations à la juste valeur sont détaillées par niveau selon la hiérarchie de juste valeur suivante :

- l'instrument est coté sur un marché actif (niveau 1) ;
- l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables, directement (prix) ou indirectement (dérivés du prix) (niveau 2) ;
- au moins une composante significative de la juste valeur s'appuie sur des données non observables (niveau 3).

La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est basée sur les cotations au jour de clôture du bilan. Un marché est considéré comme actif si les cotations sont aisément et régulièrement disponibles d'une bourse, de négociants, de courtiers, d'un évaluateur ou d'une agence de réglementation et que ces cotations sont basées sur des transactions régulières. Ces instruments sont classés en niveau 1.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur un marché actif (par exemple, les dérivés de gré à gré) est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Ces différentes méthodes maximisent l'utilisation de données de marché observables, si disponibles, et se fondent peu sur les estimations propres du Groupe. Si tous les éléments requis au calcul de la juste valeur de l'instrument sont observables, cet instrument est classé en niveau 2.

Si un ou plusieurs des principaux éléments de calcul ne sont pas basés sur des données de marché observables, l'instrument est classé en niveau 3.

3.26 Nouvelles normes et interprétations applicables depuis le 1^{er} octobre 2013

Les révisions de normes, nouvelles normes et interprétations suivantes sont d'application obligatoire pour l'exercice 2013/2014.

- IAS 19 « Avantages du personnel : comptabilisation des régimes à prestations définies » ; applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013.
- IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » ; applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013.
- Amendement à IAS 12 « Impôt différé : recouvrement d'actifs sous-jacent » ; applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013.
- Amendements IFRS 1 « Prêts publics » ; applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013.
- Amendement IFRS 1 « Première application des IFRS » concernant l'hyperinflation grave et les dates d'application fermes pour les premiers adoptants ; applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013.
- Amendement à IFRS 7 « présentation – compensation des actifs et passifs financiers » ; applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013.
- Amélioration des normes IFRS (mai 2012) applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013.
- IFRIC 20 « Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert » ; applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013.

A l'exception de l'IAS 19 révisée dont les impacts sont présentés dans la note 15, les autres textes n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du groupe à fin septembre 2014. Concernant IAS 19 révisée la principale différence, à l'exception des commentaires additionnels à dispenser en annexe concerne la présentation du compte de résultat : les écarts actuariels sont désormais comptabilisés en autres éléments du résultat global pour leur montant net d'impôt en lieu et place du résultat net.

3.27 Normes et interprétations d'application ultérieure, adoptées par l'Union Européenne

- IAS 27 « Etats Financiers consolidés et individuels » ; applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014.
- IAS 28 « Participations dans les entreprises associées et coentreprises » ; applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014.
- IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ; applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014.
- IFRS 11 « Accords conjoints » ; applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014.
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités » ; applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014.
- Amendement à IAS 32 « Compensation des actifs et passifs financiers » ; applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014.
- Amendement à IAS 36 « Dépréciation des actifs non financiers à long terme » ; applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014.
- Amendement IAS 39 « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture » ; applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014.
- Amendement à IFRS 10, 1 et à AIS 27 « sociétés d'investissement » ; applicables au 1^{er} janvier 2014.

3.28 Normes et interprétations d'application ultérieure, non encore adoptées par l'Union Européenne

Par ailleurs, les normes ou interprétations suivantes, publiées par l'IASB, n'ont pas encore été adoptées par l'Union Européenne :

- IFRS 9 « Instruments financiers : classification et évaluation ».
- Amendement à IFRS 7 & 9 « Date de prise d'effet et informations à fournir – transferts d'actifs financiers » ; applicable au 1^{er} janvier 2015.
- Amendement IAS 19 « Régimes à prestations définies : contribution des membres du personnel » ; applicables au 1^{er} juillet 2014.
- Amélioration des IFRS (décembre 2013) ; applicables au 1^{er} juillet 2014.
- Interprétation IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » ; applicable au 1^{er} janvier.

Les effets de ces normes et interprétations sont en cours d'analyse. Certaines de ces normes sont susceptibles d'évolution ou d'interprétation dont l'application pourrait être rétrospective. Ces évolutions pourraient amener le Groupe à modifier ultérieurement les comptes retraités aux normes IFRS.

III. – Notes

Note 1.- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, hors actifs destinés à la vente, s'analysent comme suit :

a) Immobilisations corporelles aux 30 septembre 2014, 30 septembre 2013 et 30 septembre 2012.

30/09/2014	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Perte de valeur	Valeurs nettes
Terrains et constructions	45 800	15 594	1 000	29 206
Installations matériels et outillages	27 093	16 343		10 750
Autres immobilisations corporelles	17 757	11 645		6 112
Total	90 650	43 582	1 000	46 068

30/09/2013	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Perte de valeur	Valeurs nettes
Terrains et constructions	44 981	14 301	1 000	29 680
Installations matériels et outillages	26 466	15 408		11 058
Autres immobilisations corporelles	18 629	11 054		7 575
Total	90 076	40 763	1 000	48 313

30/09/2012	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Perte de valeur	Valeurs nettes
Terrains et constructions (1)	44 899	13 041	1 000	30 858
Installations matériels et outillages	25 928	14 505		11 423
Autres immobilisations corporelles	17 841	10 432		7 409
Total	88 668	37 978	1 000	49 690

(1) La perte de valeur constatée concerne les terrains et constructions de la société espagnole Senales Girod.

b) Variation des immobilisations corporelles entre le 30 septembre 2012 et le 30 septembre 2014 :

Au 30 septembre 2012, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur	49 690
Investissements	4 335
Amortissements de l'exercice	- 5 080
Cessions	- 578
Pertes de valeur	0
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	0
Mouvements de périmètre	1
Effets des variations de change et autres variations	- 55
Au 30 septembre 2013, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur	48 313
Investissements	3 386
Amortissements de l'exercice	- 4 673
Cessions	- 540
Pertes de valeur	0
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	- 363
Mouvements de périmètre	43
Effets des variations de change et autres variations	- 98
Au 30 septembre 2014, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur	46 068

c) Subventions liées à des immobilisations corporelles

Les subventions liées à des immobilisations corporelles sont présentées au bilan en produits différés et représentent un montant de 433 K€.

A la date de clôture, toutes les subventions comptabilisées satisfont aux critères d'attribution et il n'existe pas de risque de remboursement.

d) Immobilisations acquises par voie de location financement

	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
30/09/2014	6 606	4 809	1 797
30/09/2013	6 671	4 513	2 158
30/09/2012	6 905	4 117	2 788

Les biens pris en location sont pour l'essentiel du matériel industriel et du matériel roulant.

Note 2.- Immeubles de placement

	30/09/14	30/09/13
Solde au début de l'exercice	336	336
Augmentations	0	0
Résultat net d'ajustement à la juste valeur	0	0
Solde en fin d'exercice	336	336

Les immeubles de placement ont fait l'objet d'une évaluation par un expert, spécialiste de l'évaluation de ce type de bien, au 30 septembre 2009. Aucune évolution du marché ou de l'état du bien ne remet en cause les évaluations antérieurement réalisées.

Le montant des produits locatifs constatés en résultat (dans le poste Produit des activités courantes) au titre de l'exercice 2013/2014 se chiffre à 40 K€ contre 40 K€ pour l'exercice précédent.

Les immeubles de placement n'ont occasionné aucune charge opérationnelle directe (y compris les réparations et maintenance) au cours des exercices 2013/2014 et 2012/2013.

Note 3.- Immobilisations incorporelles et goodwill

Les immobilisations incorporelles et les goodwill, hors actifs destinés à la vente, s'analysent comme suit :

a) Immobilisations incorporelles et goodwill aux 30 septembre 2014, 30 septembre 2013 et 30 septembre 2012 :

30/09/2014	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Perte de valeur	Valeurs nettes
Goodwill	14 488	*	1 350	13 138
Concessions, brevets, licences	1 657	746		911
Autres immobilisations incorporelles	1 917	1 365		552
Total	18 062	2 111	1 350	14 601

* non applicable

30/09/2013	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Perte de valeur	Valeurs nettes
Goodwill	14 591	*	1 200	13 391
Concessions, brevets, licences	1 532	657		875
Autres immobilisations incorporelles	2 074	1 384		690
Total	18 197	2 041	1 200	14 956

* non applicable

30/09/2012	Valeurs brutes	Amortissements cumulés	Perte de valeur	Valeurs nettes
Goodwill	14 591	*	1 200	13 391
Concessions, brevets, licences	1 524	528		996
Autres immobilisations incorporelles	1 989	1 199		790
Total	18 104	1 727	1 200	15 177

* non applicable

Les autres immobilisations incorporelles sont principalement constituées par des logiciels.

b) Variation des goodwill entre le 30 septembre 2012 et le 30 septembre 2014 :

Au 30 septembre 2012, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur	13 391
Investissements	
Cessions	
Pertes de valeur	
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	
Mouvements de périmètre	
Effets des variations de change et autres variations	
Au 30 septembre 2013, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur	13 391
Investissements	
Cessions	
Pertes de valeur	- 150
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	- 197
Mouvements de périmètre (1)	94
Effets des variations de change et autres variations	
Au 30 septembre 2014, valeur nette comptable après amortissements et pertes de valeur	13 138

(1) Goodwill constaté lors de l'acquisition de 50% de la société Girod Maroc

Analyse sectorielle du goodwill net par activités:

	30/09/14	30/09/13
Signalisation France	397	397
Activités spécialisées	10 015	10 272
Activités internationales (1)	2 726	2 722
Total en valeur nette	13 138	13 391

(1) Belgique : 890, Lettonie : 1 584, Roumanie : 158 et Maroc : 94

Les principales hypothèses utilisées pour les tests de dépréciation des goodwills sont les suivantes :

	30/09/14	30/09/13
Taux sans risque	1.8 %	2.6 %
Taux d'impôt	33.33 %	33.33 %
Taux de croissance	1.5 %	1.5 %
Taux d'actualisation retenu	8.5 %	9.0 %

La valeur recouvrable des goodwills a été déterminée à partir de la valeur d'utilité, calculée en utilisant les flux de trésorerie prévisionnels (actualisés) après impôt sur une période de cinq ans. La valeur terminale est calculée à partir du dernier flux de trésorerie normalisé et du taux de croissance à l'infini.

A fin septembre 2014, les calculs pratiqués ont amené à constater une augmentation de la dépréciation des goodwills pour les sociétés ATECH et M2 (Lettonie).

Au 30 septembre 2011, une dépréciation du goodwill de la société ATECH, spécialisé dans le mobilier de fleurissement, avait été enregistrée pour 1 200 K€.

A fin septembre 2014, compte tenu de la diminution des volumes d'activité, les calculs pratiqués ont amené à constater une dépréciation supplémentaire de 60 K€, portant ainsi la valeur nette du goodwill à 1 898 K€.

A titre indicatif, une variation à la hausse du taux d'actualisation de 1% aurait entraîné une dépréciation de 328 K€ et une baisse du taux de croissance à l'infini à 1% aurait engendré une dépréciation de 164 K€.

A fin septembre 2014, les calculs pratiqués ont amené à déprécier le goodwill de la société M2 (Lettonie) de 90 K€, portant la valeur nette à 1 584 K€.

A titre indicatif, une variation à la hausse du taux d'actualisation de 1% aurait entraîné une dépréciation de 412 K€ et une baisse du taux de croissance à l'infini à 1% aurait engendré une dépréciation de 177 K€.

Concernant les autres goodwills, la sensibilité du résultat des calculs aux hypothèses clés (hausse du taux d'actualisation de 1% ou baisse du taux de croissance à l'infini à 1%), n'engendreraient pas de nécessité de déprécier les goodwills, sauf pour la société Concept Urbain. Pour cette dernière, une augmentation du taux d'actualisation de 1% engendrerait une dépréciation de 540 K€ et une baisse du taux de croissance à 1% une dépréciation de 70 K€.

c) Variation des actifs incorporels entre le 30 septembre 2012 et le 30 septembre 2014 :

Au 30 septembre 2012, valeur nette comptable après pertes de valeur	1 786
Investissements	128
Amortissements de l'exercice	- 320
Cessions	- 29
Pertes de valeur	0
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	0
Mouvements de périmètre	0
Effets des variations de change et autres variations	0
Au 30 septembre 2013, valeur nette comptable après pertes de valeur	1 565
Investissements	280
Amortissements de l'exercice	- 285
Cessions	0
Pertes de valeur	0
Reclassements en actifs détenus en vue de la vente	- 98
Mouvements de périmètre	1
Effets des variations de change et autres variations	0
Au 30 septembre 2014, valeur nette comptable après pertes de valeur	1 463

Note 4.- Actifs financiers non courants

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers non courants valorisés au coût ou au coût amorti correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Pour les titres de participations et les créances rattachées à des participations de sociétés en liquidation, la juste valeur a été considérée nulle, au regard des perspectives de recouvrement de ces actifs, ce qui explique, pour l'essentiel, la dépréciation existante au 30 septembre 2014.

L'ensemble des sociétés non consolidées ne contribue pas au chiffre d'affaires du groupe et très peu au bilan consolidé.

Les actifs financiers non courants du Groupe s'analysent comme suit :

	30/09/14	30/09/13
Actifs financiers disponibles à la vente	3 652	3 654
Créances rattachées à des participations	2 181	2 175
Autres actifs financiers	1 179	831
Actifs financiers non courants	7 012	6 660
Dépréciation	5 758	5 758
Actifs financiers non courants nets	1 254	902

Les actifs financiers disponibles à la vente, constitués par des titres de sociétés non consolidées par le groupe, s'analysent comme suit :

Titres de participation détenus	% détenu	30/09/14		30/09/13	
		Valeur brute	Dépréciation	Valeur brute	Dépréciation
Airess	20.0	3 354	3 354	3 354	3 354
TVB	100.0	232	232	232	232
SCI Beauséjour	33.0	41		41	
Autres		25	5	27	5
Total		3 652	3 591	3 654	3 591

La société française Airess et la société TVB (Allemagne), sont toujours en cours de liquidation judiciaire.

La quote-part revenant au Groupe, des résultats et des capitaux propres des sociétés non consolidées, n'est pas significative.

Créances rattachées	30/09/14		30/09/13	
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur brute	Dépréciation
TVB	2 120	2 120	2 120	2 120
Autres	61	7	55	7
Total	2 181	2 127	2 175	2 127

Autres actifs financiers	30/09/14		30/09/13	
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur brute	Dépréciation
Dépôts et cautionnements	1 127	7	779	7
Autres titres immobilisés	52	33	52	33
Total	1 179	40	831	40

Note 5.- Participation dans les entreprises associées

Au cours de l'exercice le groupe a cédé la participation qu'il détenait (49%) dans la société Eurosigns (GB), spécialiste de la signalisation verticale. Cette cession a généré un profit de 110 K€ enregistré en résultat opérationnel.

Au 30 septembre le groupe détient 49% dans la société AMOS, bureau d'étude en signalisation routière et signalétique.

Le tableau suivant résume les informations financières concernant la participation dans Eurosigns et AMOS (données chiffrées du bilan et du compte de résultat multipliées par le taux de participation du groupe).

	Eurosigns		Amos	
	30/09/2014	30/09/2013	30/09/2014	30/09/2013
Actifs		1 334	27	29
Dettes et provisions risques		651	21	24
Actifs nets		683	6	5
Produits des activités ordinaires		2 902	29	43
Résultats	- 25	- 164	1	0
Valeur comptable de la participation	- 25	683	6	5

Ces participations ne sont pas cotées.

Note 6.- Participation dans les coentreprises

La contribution des coentreprises dans les comptes consolidés du groupe est la suivante :

	30/09/14		30/09/13	
	Actifs courants	Actifs non courants	Actifs courants	Actifs non courants
Defrain Signalisation		7	38	10
	38			
Girod Ennis Manufacturing (GEM)			50	8
Girod Maroc			132	65
TTS (1)			2 009	383
TTS Invest (1)			557	5
TTS Parking (1)			460	176

	30/09/14		30/09/13	
	Passifs courants	Passifs non courants	Passifs courants	Passifs non courants
Defrain Signalisation	27	0	23	7
Girod Ennis Manufacturing (GEM)			11	0
Girod Maroc			123	0
TTS (1)			1 183	60
TTS Invest (1)			72	0
TTS Parking (1)			263	84

(1) Au 30 septembre 2014, les actifs et passifs courants et non courants des sociétés TTS, TTS Invest et TTS Parking, ont été reclassés en actifs et passifs destinés à être cédés.

	Exercice 2013/2014		Exercice 2012/2013	
	Chiffre d'affaires	Charges opérationnelles	Chiffre d'affaires	Charges opérationnelles
Defrain Signalisation	127	113	122	106
Girod Ennis Manufacturing (GEM)			56	69
Girod Maroc			115	112
TTS	2 900	2 885	3 378	3 353
TTS Invest	0	- 24	0	- 121
TTS Parking	770	928	958	1 029

Note 7.- Stocks

Les stocks détenus par le Groupe s'analysent comme suit :

	30/09/14	30/09/13
Matières premières	9 129	11 035
Encours de biens	6 608	5 820
Produits intermédiaires et finis	3 813	5 136
Marchandises	1 315	1 597
Total	20 865	23 588
Dépréciation	- 262	- 436
Valeur nette des stocks et encours	20 603	23 152

Note 8.- Clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés nettes s'analysent comme suit :

	30/09/14	30/09/13
Créances clients et comptes rattachés	36 048	41 359
Dépréciation	- 1 149	- 1 051
Valeur nette des créances clients et comptes rattachés	34 899	40 308

Pour les termes et conditions concernant les autres parties liées, se référer au paragraphe « V.- Informations relatives aux parties liées ».

Les créances clients ne portent pas intérêt et sont en général payables de 0 à 90 jours.

Au 30 septembre 2014, les créances clients d'une valeur nominale de 1 149 K€ (1 051 K€ au 30 septembre 2013) ont été totalement dépréciées. Les mouvements de ces dépréciations des créances se détaillent comme suit :

	Dépréciées individuellement
Au 30 septembre 2012	1 219
Dotations de l'année	179
Reprises utilisées (pertes sur créances irrécouvrables)	- 213
Reprises non utilisées	- 136
Mouvement de périmètre	
Ecart de conversion	2
Au 30 septembre 2013	1 051
Dotations de l'année	202
Reprises utilisées (pertes sur créances irrécouvrables)	- 24
Reprises non utilisées	- 44
Mouvement de périmètre	0
Actifs destinés à être cédés	- 35
Ecart de conversion	- 1
Au 30 septembre 2014	1 149

Toutes les dépréciations de créances correspondent à des analyses individuelles.

Au 30 septembre 2014, l'échéancier des créances est résumé ci-après :

	Total	Non échues et non dépréciées	Echues et non dépréciées				
			Moins de 30 jours	De 30 à 60 jours	De 60 à 90 jours	De 90 à 120 jours	Plus de 120 jours
30/09/14	34 899	21 625	4 015	2 232	1 185	1 031	4 811
30/09/13	40 307	24 648	7 082	3 009	1 149	821	3 599

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des créances clients correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

L'essentiel des créances non dépréciées pour lesquelles l'échéance initiale est dépassée correspond à des facturations à des organismes publics pour lesquels l'estimation du risque de non recouvrement est non significatif. Les créances très anciennes ont fait l'objet d'une analyse au cas par cas qui n'a pas amené à

constater une dépréciation particulière. Il s'agit de créances vis-à-vis de collectivités publiques ou d'entreprises très solvables.

Note 9.- Actifs d'impôts exigibles et autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

	30/09/14	30/09/13
Créances fiscales d'impôts sur les bénéfices	845	899
Total actifs d'impôts exigibles	845	899
Avances, acomptes sur commandes en cours	499	408
Créances sociales	206	186
Créances fiscales	2 065	1 611
Créances sur cession d'immobilisations	0	0
Débiteurs divers	320	954
Charges constatées d'avance	1 003	1 111
Total des autres actifs courants	4 093	4 270

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des autres actifs courants correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Note 10.- Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe comprennent

	30/09/14	30/09/13
Comptes bancaires et caisses	6 303	3 661
Autres valeurs mobilières de placements	10	587
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	6 313	4 248
Concours bancaires courants	- 632	- 1 898
Solde de la trésorerie nette	5 681	2 351
Comptes bancaires et caisses reclassés en actifs destinés à être cédés	54	0
Concours bancaires courants reclassés en passifs afférents aux actifs destinés à être cédés	- 662	0
Solde trésorerie repris pour le calcul des flux de trésorerie	5 073	2 351

Les autres valeurs mobilières de placement sont composées de parts de SICAV monétaires euros qui sont liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et soumises à un risque négligeable de variation de valeur.

Note 11.- Actifs destinés à être cédés et passifs afférents

Suite à la nomination d'un administrateur judiciaire, en janvier 2012, le groupe a perdu le contrôle sur la filiale canadienne SSS qui a été déconsolidée. Au 30/09/2014, le poste « actifs destinés à être cédés » qui s'élève à 91 K€, (236 K€ au 30/09/2013), comprend les créances sur cette filiale évaluées en fonction des recouvrements attendus (établis sur la base des informations fournies par l'administrateur judiciaire).

Le 16 février 2014 un protocole a été signé concernant la cession de la totalité de notre participation dans le capital de la société TTS Invest (soit 50 % du capital).

La société TTS Invest est une société holding à la tête d'un groupe constitué notamment par les sociétés TTS et TTS Parking.

Au 30 septembre 2014, les actifs et passifs correspondant à ces trois sociétés ont été reclassés en « Actifs destinés à être cédés » pour 3 281 K€ et « Passifs destinés à être cédés » pour 1 637 K€.

Note 12.- Capital émis et réserves

Le capital est composé de 1 139 062 actions de 13 € nominal, entièrement libérées au 30 septembre 2014.

Au cours de l'exercice 2012/2013, un contrat de rachat d'actions en vue de leur annulation a été mis en place, ainsi qu'un contrat d'animation destiné à faciliter la liquidité du titre.

La mise en place de ces contrats et leurs modalités d'application (cours maximum d'achat et pourcentage de détention) est autorisée par l'assemblée générale annuelle des actionnaires.

Le nombre d'actions propres en circulation a évolué de la manière suivante :

	Rachat pour annulation	Contrat de liquidité	Total
Au 30 septembre 2013	12 006	1 410	13 416
Variations	20 979	589	21 568
Au 30 septembre 2014	32 985	1 999	34 984

Il n'y a pas eu d'augmentation de capital ou de création d'actions au cours de l'exercice.

Note 13.- Emprunts portant intérêt

Détail des emprunts

Emprunts et dettes financières courantes	30/09/14	30/09/13
Part des emprunts à moins d'un an	5 755	5 515
Dettes participation des salariés à moins d'un an	85	302
Dettes financières diverses à moins d'un an	349	551
Concours bancaires courants	632	1 898
Total	6 821	8 266

Emprunts et dettes financières non courantes	30/09/14	30/09/13
Part des emprunts à plus d'un an	15 636	17 001
Dettes participation des salariés à plus d'un an	0	0
Dettes financières diverses à plus d'un an	394	87
Total	16 030	17 088

Echéanciers de remboursement des emprunts non courants

	30/09/2014			30/09/2013
	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total	
Emprunts bancaires	13 869	1 767	15 636	17 001
Dettes participation des salariés			0	0
Dettes diverses	201	193	394	87
Emprunts portant intérêt	14 070	1 960	16 030	17 088

Le groupe estime que la valeur inscrite au bilan des emprunts portant intérêt correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Certains emprunts à long et moyen terme ont été contractés par des filiales étrangères du Groupe dans leur devise locale.

La répartition des emprunts en fonction des devises est la suivante :

Emprunts et dettes financières non courants et courants	30/09/14	30/09/13
Emprunt en Forint Hongrois - HUF	4	38
Emprunt en Couronne Tchèque - CZK	261	452
Emprunt en Devise Roumaine - RON	0	289

D'une manière générale, certains emprunts souscrits par le Groupe sont soumis à des « covenants », susceptibles d'entraîner un remboursement anticipé en cas de non respect. La dette financière concernée s'élève à 2 073 K€ à fin septembre 2014 (contre 2 012 K€ au 30 septembre 2013).

Les calculs de ratios financiers afférents aux « covenants » sont effectués sur une base annuelle et doivent être respectés au 30 septembre.

Au 30 septembre 2014 et au 30 septembre 2013, le groupe respectait ces covenants.

Note 14.- Provisions

Les provisions courantes et non courantes s'analysent comme suit :

a) Provisions au 30 septembre 2014 et au 30 septembre 2013

	30/09/14	30/09/13
Provision non courantes		
Risques et charges	0	200
Total des provisions non courantes	0	200
Provisions courantes		
Risques et charges divers	867	784
Total des provisions courantes	867	784

b) Variation des provisions du 30 septembre 2013 au 30 septembre 2014

Provisions non courantes	Solde au 30/09/13	Variation de périmètre	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice		Ecart de change	Solde au 30/09/14
				Provision utilisée	Provision non utilisée		
Risques et charges	200			200			0
Total provisions	200			200			0

La provision de 200 K€ correspond au montant du risque estimé de perte exceptionnelle de la société TTS Invest.

Provisions courantes	Solde au 30/09/13	Variation de périmètre	Ecart de change	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice		Activité destinée à être cédée	Solde au 30/09/14
					utilisée	non utilisée		
Risque et charges	784	- 1	- 1	415	85	217	-28	867
Total provisions	784	- 1	- 1	415	85	217	-28	867

Ces provisions pour risques et charges concernent des litiges en cours.

Note 15.- Retraites et assimilés

Les principes généraux appliqués conformément à la norme IAS 19 révisée sont présentés ci-après :

Les engagements de retraite sont présentés au bilan pour leur montant global. La méthode de calcul des engagements est identique à celle appliquée avant la mise en œuvre de la norme révisée.

Les impacts des variations des écarts actuariels liés aux engagements (hypothèses actuarielles et effets d'expérience) sont constatés immédiatement en autres éléments du résultat global non recyclables, pour leur montant net d'impôt.

Les impacts des changements de régime sont constatés immédiatement en résultat consolidé.

Aucune modification de régime n'est intervenue au 30 septembre 2014

La notion de rendements attendus sur les actifs est abandonnée au profit de celle de Produit d'intérêts sur les actifs, calculé sur la base du taux d'actualisation.

	Solde au 30/09/13	Variation de périmètre	Ecart actuariel	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice		Activité destinée à être cédée	Solde au 30/09/14
					utilisée	non utilisée		
Avantages postérieurs à l'emploi	2 377	0	626	238		133	- 50	3 058
Total passifs liés aux avantages au personnel	2 377	0	626	238		133	- 50	3 058

Les droits de l'année sont enregistrés en charges pour un montant brut de 238 K€ (avant impôts différés) et les écarts actuariels sont enregistrés en autres éléments du résultat global pour un montant de 626 K€ (avant impôts différés) au 30 septembre 2014.

Les informations comparatives au 30 septembre 2013 n'ont pas été retraitées car l'impact est non significatif.

	30/09/14	30/09/13
Valeur actualisée de l'obligation	3 498	2 863
Juste valeur des actifs du régime	440	486
Pertes (gains) actuariels non comptabilisés	0	0
Coût des services passés non comptabilisés	0	0
Passif enregistré au bilan	3 058	2 377

Hypothèses actuarielles

Les hypothèses prises en compte pour les évaluations aux clôtures 2012/2013 et 2013/2014, se déclinent ainsi :

	30/09/14	30/09/13
Taux d'actualisation	2.00 %	3.05 %
Hypothèse de taux de progression des salaires	2.00 %	2.00 %

Le calcul du taux de turnover a été affiné afin de considérer une moyenne pondérée sur l'ensemble des sociétés du groupe. Il est de 6,5% au 30 septembre 2014.

Note 16.- Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs de la société s'analysent comme suit :

	30/09/14	30/09/13
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 560	12 973
Total	10 560	12 973

Note 17.- Autres Passifs courants

Les autres passifs courants se décomposent de la manière suivante :

	30/09/14	30/09/13
Avances sur commandes	329	236
Dettes fiscales et sociales	8 192	9 567
Autres dettes	507	662
Ecart de conversion passif	19	8
Produits constatés d'avance	856	1 156
Total	9 903	11 629

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des autres passifs correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Note 18.- Information sectorielle

L'information sectorielle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel (la Direction Générale) pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance.

Les informations du reporting sont préparées en conformité avec les principes comptables suivis par le Groupe (établies selon le référentiel IFRS).

Les secteurs opérationnels du Groupe sont:

- Signalisation France
- Sociétés spécialisées
- Activités internationales

La signalisation France regroupe les activités suivantes :

- Signalisation verticale, fourniture, pose et maintenance ;
- Signalisation horizontale et aménagement de chaussées, fourniture et application ;
- Prestation de services en signalisation de chantier

Les sociétés spécialisées regroupent notamment :

- Panneaux électroniques, fabrication pose. Activité développée par les sociétés TTS et TTS Parking ;
- Equipement floral, fabrication et vente d'équipement floral – Activité de la société ATECH ;
- Mobilier urbain non publicitaire, fabrication et vente – Activité de la société Concept Urbain ;
- Sérigraphie et décoration de véhicules, fourniture et pose – Activité de la société SIP.
- Mobilier de communication d'extérieur, fourniture – Activité de la société Burrial.

Les activités internationales regroupent les activités exercées par les filiales internationales du groupe :

- Signalisation verticale, fourniture et pose ;
- Signalisation horizontale, application ;
- Mobilier urbain non publicitaire, vente, installation et maintenance ;

La direction évalue la performance des secteurs sur la base du résultat opérationnel courant.

30/09/2014	Signalisation France	Sociétés spécialisées	Activités internationales	Ajustements et éliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	82 646	23 491	17 688		123 825
Inter secteurs	1 079	2 068	532	- 3 679	
Chiffre d'affaires total	83 725	25 559	18 220	- 3 679	123 825
Résultat opérationnel courant	- 71	1 751	1 162		2 842

30/09/2013	Signalisation France	Sociétés spécialisées	Activités internationales	Ajustements et éliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	86 735	24 524	16 305		127 564
Inter secteurs	1 061	1 476	69	- 2 606	
Chiffre d'affaires total	87 796	26 000	16 374	- 2 606	127 564
Résultat opérationnel courant	822	2 769	1 128		4 719

Note 19.- Charges de personnel

L'effectif moyen du Groupe en nombre de salariés équivalent temps plein est le suivant :

	30/09/14	30/09/13
Cadres et agents de maîtrise	307	306
Ouvriers et employés	691	708
Total	998	1 014
Signalisation France	673	704
Sociétés Spécialisées	147	141
Activités internationales hors Canada	178	169
Total	998	1 014

Les charges de personnel se répartissent de la manière suivante :

	30/09/14	30/09/13
Salaires et traitements	27 555	27 790
Charges salariales et patronales (*)	13 179	13 590
Total des charges de personnel	40 734	41 380

(*) Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) déduit des charges sociales s'élève à 980 K€ pour l'exercice 2013/2014 contre 496 K€ au titre de l'exercice précédent.

Note 20.- Frais de recherche et développement

Notre groupe concentre ses efforts sur des bureaux d'études internes qui travaillent sur des créations de nouveaux produits et sur des améliorations de l'existant.

Les frais de recherche et développement sont inscrits directement en compte de charges opérationnelles, en fonction de leur nature.

Pour la SA Signaux Giron, sur laquelle se concentre l'essentiel des efforts de recherche et développement du groupe, ces frais s'élèvent à 438 K€ pour l'exercice 2013/2014 contre 481 K€ pour l'exercice 2012/2013. Des projets de recherche et développement sont également menés par certaines filiales du Groupe.

Note 21.- Amortissements, dépréciations et pertes de valeurs

	30/09/14	30/09/13
Amortissements des immobilisations incorporelles	285	320
Amortissements des immobilisations corporelles	4 673	5 080
Pertes de valeur	0	0
Total amortissements et pertes de valeur	4 958	5 400
Dotations et reprises de dépréciations	359	220
Total amortissements, dépréciations et pertes de valeur	5 317	5 620

Note 22.- Autres produits et charges d'exploitation

Les produits et charges d'exploitation se répartissent comme suit :

	30/09/14	30/09/13
Subventions d'exploitations	3	12
Autres produits et charges	- 110	- 147

Note 23.- Autres produits et charges opérationnels

Ils incluent les produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

	30/09/14	30/09/13
Perte de valeur sur goodwill de la société ATECH	- 60	
Perte de valeur sur goodwill de la société M2	- 90	
Total des pertes de valeur sur goodwill	- 150	
Valeur nette comptable des immobilisations sorties	- 541	- 613
Produits sur cession d'immobilisations	349	628
Impact de la cession des titres de la société Eurosigns	110	
Charge exceptionnelle (2)	-261	
Reprise provision pour risque exceptionnel (2)	200	
Dotation provision pour risque exceptionnelle (1)		- 200
Total des autres produits et charges opérationnels non courants	- 143	- 185

(1) Provision correspondant au montant du risque estimé de perte exceptionnelle de la société TTS Invest.

(2) Charge constatée correspondant à la réalisation du risque précédemment provisionné sur la société TTS Invest et reprise de la provision correspondante.

Note 24.- Coût de l'endettement financier net

	30/09/14	30/09/13
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	162	220
Intérêts sur emprunts bancaires et non bancaires, découverts bancaires	- 455	- 478
Coût de l'endettement financier net	- 293	- 258

Note 25.- Autres produits et charges financiers

	30/09/14	30/09/13
Gains nets de change	17	- 348
Variation de juste valeur des actifs financiers	50	30
Total des autres produits et charges financiers	67	- 318

Note 26.- Charge d'impôt

La charge d'impôt pour les exercices clos les 30 septembre 2014 et 2013 est principalement composée de :

	30/09/14	30/09/13
Charge d'impôt exigible	505	1 329
Charge d'impôt différée	41	- 121
Charge d'impôt consolidée	546	1 208

Le rapprochement chiffré entre la charge d'impôt et le produit du bénéfice comptable multiplié par le taux d'impôt applicable en France est le suivant pour les exercices clos les 30 septembre 2014 et 2013.

Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique

	30/09/14	30/09/13
Résultat net avant impôt	2 299	3 794
Taux d'imposition du Groupe	33.33 %	33.33 %
Charge d'impôt théorique	766	1 265
Augmentation et réduction de la charge d'impôt résultant de :		
- Consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	- 84	0
- Activation de déficits antérieurs non reconnus	0	0
- Pertes de l'exercice non activées	44	22
- Autres différences permanentes	- 180	- 79
Charge réelle d'impôt	546	1 208

Actifs et passifs d'impôt différés

	30/09/14	30/09/13
Impôts différés actifs		
Provisions fiscalement réintégrées	210	140
Provisions complémentaires pour avantage au personnel	1 019	792
Provision dépréciation des actifs immobilisés (1)	288	276
Autres différences	597	647
Compensation des actifs et passifs d'impôt différé sur une même entité fiscale	- 1 351	- 1 195
Total	763	660
Impôts différés passifs		
Retraitement des durées d'amortissement des immobilisations (2)	4 626	4 568
Autres différences	742	784
Compensation des actifs et passifs d'impôt différé sur une même entité fiscale	- 1 351	- 1 195
Total	4 017	4 157
<i>Position nette d'impôts différés</i>	<i>3 254</i>	<i>3 497</i>

(1) Impôt différé correspondant à la dépréciation de l'ensemble immobilier de la filiale espagnole. La recouvrabilité de cet impôt différé actif n'est pas remise en cause à ce jour par compte tenu des perspectives économiques de la filiale.

(2) Le poste « Retraitement des durées d'amortissement des immobilisations » comprend notamment le retraitement des provisions pour amortissements dérogatoires constatées dans les sociétés françaises pour un montant de 4 412 K€.

Les déficits cumulés n'ayant pas donné lieu à constitution d'un impôt différé actif s'élèvent à 2 196 K€ au 30 septembre 2014.

Note 27.- Quote-part dans le résultat des entreprises associées

	30/09/14	30/09/13
Euro Signs	-25	- 164
Amos	1	0
Total	- 24	- 164

Note 28.- Résultat par action

	30/09/14	30/09/13
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère	1 686	2 544
Nombre d'actions ordinaires pour le résultat de base par action (1)	1 104 078	1 125 646
Résultat net en euros par action	1.53	2.27

(1) Voir note 12

	30/09/14	30/09/13
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère	1 686	2 544
Nombre d'actions ordinaires ajusté pour le résultat dilué par action	1 139 062	1 139 062
Résultat net dilué en euros par action	1.48	2.24

IV.- Engagements et passifs éventuels

a) Engagements sur contrats de location simple

Le Groupe a conclu des contrats de location sur certains véhicules à moteur, machines et locaux. Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants :

Locations simples	Au 30/09/14	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Constructions	2 972	732	1 991	248
Autres	1 323	797	521	6
Total (1)	4 295	1 539	2 512	253

(1) Dont 888 K€ correspondent aux locations simples des sociétés TTS destinées à être cédées.

Le montant des loyers passés en comptes de charges s'est élevé à 2 036 K€.

b) Engagements sur contrats de location financement

Le Groupe a des contrats de location financement qui sont traités conformément à IAS 17.

Le rapprochement entre les paiements futurs minimaux au titre des contrats de location financement et de location avec option d'achat, et la valeur actualisée des paiements minimaux nets au titre des locations se présente de la façon suivante :

	30/09/14	30/09/13
Paiements minimaux à moins d'un an	214	390
Paiements minimaux à plus d'un an et moins de cinq ans	238	393
Paiements minimaux à plus de cinq ans	207	264
Paiements minimaux totaux au titre des contrats de location financement	659	1 047
Moins les montants représentant des charges financières	- 68	- 90
Valeur des paiements minimaux au titre de la location	591	957

La valeur nette comptable des immobilisations capitalisées et liées à des contrats de location financement s'élève à 1 797 K€ au 30 septembre 2014.

c) Engagements d'investissement :

Au 30 septembre 2014, aucun engagement d'investissement d'un montant significatif n'est à signaler.

d) Engagements au titre d'opérations d'achats et de ventes à terme de devises :

Au 30 septembre 2014 il n'y a pas d'engagement au titre d'opérations d'achats et de ventes à terme de devises.

e) Engagements donnés :

	30/09/14	30/09/13
Avals, cautions, garanties données (1)	4 668	5 416

(1) Les Hypothèques ou promesses d'hypothèques représentent 4 156 K€ sur les 4 668 K€ d'engagements hors bilan.

Les engagements en matière de pensions et indemnités de départ en retraite ont été enregistrés au bilan en provision pour risques et charges.

f) Engagements reçus :

Néant

g) Litiges et passifs éventuels :

Les sociétés concernées par le jugement rendu par l'Autorité de la concurrence en décembre 2010, ont fait l'objet de la part de deux entreprises concurrentes de plaintes visant à obtenir une indemnisation du préjudice qu'elles prétendent avoir subi en conséquence des pratiques anticoncurrentielles sanctionnées par l'Autorité de la concurrence. Le groupe conteste les arguments développés par les plaignantes. Notre connaissance actuelle de ces procédures ne nous permet pas d'évaluer avec une fiabilité suffisante le risque lié à ces plaintes.

Depuis décembre 2010, cinq actions ont été engagées par des clients à l'encontre de Signaux Girod ou des sociétés concernées par le jugement rendu par l'Autorité de la concurrence en décembre 2010. Ces actions concernent des demandes d'indemnisation au titre de prétendus préjudices subis dans le cadre de l'exécution de contrats antérieurs à 2006. Le groupe conteste les arguments développés par les plaignantes. Notre connaissance actuelle de ces procédures ne nous permet pas d'évaluer avec une fiabilité suffisante le risque lié à ces actions.

A l'exception des litiges évoqués ci-dessus, le groupe n'a pas connaissance de litiges ou passifs éventuels dont l'impact sur les états financiers pourrait être significatif et qui n'aurait pas été pris en compte dans l'établissement des comptes consolidés au 30 septembre 2014.

h) Droit individuel de formation :

Le groupe a maintenu en IFRS le traitement en normes françaises du droit individuel à la formation, conformément à l'avis n° 2004-F du 13 octobre 2004 du comité d'urgence du CNC relatif à la « comptabilisation du droit individuel à la formation – DIF ». Les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucun provisionnement.

Mention est faite dans l'annexe du volume d'heures à la clôture de l'exercice de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes de la part des salariés. Dans quelques cas limités (demande de congés individuel de formation (« CIF ») ou en cas de licenciement ou démission) où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme en résultant est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié devient probable ou certaine.

Au 30 septembre 2014 :

- Volume d'heures de la part ouverte des droits : 77 178 heures
- Volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes de la part des salariés : 76 261 heures

V.- Informations relatives aux parties liées

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Signaux Girod S.A. et des filiales énumérées dans la note VII.

La S.A.S. L'action Girod est l'ultime société mère du groupe.

Il n'y a pas eu de transaction entre la société L'Action Girod et les sociétés du groupe au cours de cet exercice.

Les transactions entre la société mère Signaux Girod et ses filiales consolidées par intégration globale, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans cette note.

Le tableau suivant fournit le montant total des transactions conclues avec les parties liées sur l'exercice :

	Créances	Dettes	Produits	Charges
Entreprises qui ont une influence notable sur le groupe :				
Société Familiale de Gestion Girod (S.F.G.P.G.)	9	206	21	572
Entreprises associées :				
Amos				
Coentreprises :				
Defrain Signalisation	0	0	1	2
TTS (1)			128	433
TTS Invest (1)			0	0
TTS Parking (1)			22	74

(1) Sociétés retraitées en actifs et passifs destinés à être cédés

Termes et conditions des transactions avec les parties liées :

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés aux prix de marché. Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont pas garantis, ne sont pas porteurs d'intérêts et les règlements se font en trésorerie. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour les créances et les dettes sur les parties liées. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2014, le Groupe n'a constitué aucune provision pour créances douteuses relative aux montants dus par les parties liées (au 30 septembre 2013 : 0 €). Cette évaluation est effectuée lors de chaque exercice en examinant la situation financière des parties liées ainsi que le marché dans lequel elles opèrent.

Transactions avec d'autres parties liées :

Rémunération du personnel dirigeant du groupe :

	30/09/14	30/09/13
Avantages à court terme	387	398
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiement en action	0	0
Total des rémunérations au personnel dirigeant	387	398

Un état détaillé de ces rémunérations figure dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

VI.- Gestion du risque financier

Risque de taux d'intérêt

L'exposition du Groupe au risque de variation des taux d'intérêt du marché est liée à l'endettement financier à long terme du Groupe, à taux variable. L'endettement à long et moyen terme auprès des établissements de crédit, emprunts classiques et emprunts correspondant à des contrats de crédit bail ou de location financement, se répartit de la façon suivante :

- Emprunts à taux fixe : 19 %
- Emprunts à taux variable : 45 %
- Emprunts à taux variable avec taux plafond garanti : 10 %
- Emprunts à taux variable couvert par des swaps : 26 %

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité du résultat avant impôt du Groupe à une variation raisonnable dans les taux d'intérêt, toutes autres variables étant constantes par ailleurs (impact sur les emprunts à taux variable). Les capitaux propres du Groupe ne sont pas affectés.

	Augmentation / Diminution en points de base	Effet sur le résultat avant impôt (K€)
30/09/2014		
Europe	+ 15	- 21
Europe	- 10	14
30/09/2013		
Europe	+ 15	- 18
Europe	- 10	12

Le groupe a recours à des instruments de couverture de type swaps qui assurent la conversion du taux variable en taux fixe.

Risque de change

La plus grande partie du chiffre d'affaires du groupe est réalisée en euros.

Les filiales étrangères hors de la zone euro réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires dans leur monnaie nationale.

L'endettement des filiales hors zone euro est réalisé dans la devise de leurs pays respectifs.

Le chiffre d'affaires réalisé par les filiales hors zone euro représente 7.68 % du chiffre d'affaires total.

L'incidence éventuelle sur le groupe, des variations de change subies par ces filiales est très faible.

Le groupe n'a pas recours à des instruments de couverture.

Risque de crédit

Le Groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée. La plus grande partie du chiffre d'affaires du groupe est réalisée avec des collectivités territoriales et des organismes du secteur public.

Pour le reste du chiffre d'affaires, la politique du Groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit. De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent et par conséquent, l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

Le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe, concerne essentiellement les actifs disponibles à la vente, pour lesquels l'exposition du groupe est liée aux défaillances éventuelles des tiers concernés, avec une exposition maximale égale à la valeur comptable de ces actifs.

Quant à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, ils sont principalement composés de SICAV monétaires de trésorerie et de comptes à terme.

Risque sur le cours des métaux

Notre activité de fabrication de panneaux de signalisation est essentiellement consommatrice d'aluminium et d'acier. Les évolutions subies des cours de ces métaux ont une influence directe sur les prix de revient de nos produits.

Les services achats des entités qui travaillent directement ces métaux, à savoir le site de Bellefontaine, siège de la SA Signaux Girod pour la France, et les sites de production des filiales étrangères, veillent à assurer, un approvisionnement régulier au cours le plus favorable.

Risque de liquidité

La situation de trésorerie nette du Groupe est positive de 5 681 K€.

En France, 26 filiales sont liées par un contrat de centralisation de trésorerie avec la SA Signaux Girod. Ce contrat permet de faire remonter dans un compte centralisateur tenu par la société tête de groupe, la trésorerie des filiales excédentaires, et d'alimenter les comptes bancaires des filiales qui présentent un besoin de trésorerie. Ces opérations donnent lieu à une rémunération, calculée sur le montant des sommes reçues ou prêtées, à un taux qui varie en fonction du marché. La trésorerie excédentaire nette centralisée par la SA Signaux Girod est placée en compte à terme ou en SICAV monétaires de trésorerie.

Les filiales étrangères gèrent leur trésorerie, excédentaire ou non de façon autonome. Toutefois, la société mère est parfois amenée à donner sa caution en garantie des découverts accordés par les organismes bancaires à certaines de ces filiales.

Instruments financiers inscrits au bilan

	30/09/2014		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente.	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
Actifs financiers disponibles à la vente	61	61		61		
Autres actifs long terme	1 193	1 193			1 193	
Clients et autres débiteurs	34 899	34 899			34 899	
Autres actifs courants	4 938	4 938			4 938	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 313	6 313	6 313			
Total actifs financiers	47 404	47 404	6 313	61	41 030	
Passifs financiers non courants	16 030					16 030
Passifs financiers courants	6 821					6 821
Fournisseurs et autres créditeurs	10 564					10 564
Autres passifs courants	9 903					9 903
Total passifs financiers	43 318					43 318

	30/09/2013		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente.	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
Actifs financiers disponibles à la vente	63	63		63		
Autres actifs long terme	839	839			839	
Clients et autres débiteurs	40 308	40 308			40 308	
Autres actifs courants	5 159	5 159			5 159	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 248	4 248	4 248			
Total actifs financiers	50 617	50 617	4 248	63	46 306	50 617
Passifs financiers non courants	17 088					17 088
Passifs financiers courants	8 266					8 266
Fournisseurs et autres créditeurs	12 973					12 973
Autres passifs courants	11 629					11 629
Total passifs financiers	49 956					49 956

VII.- Liste des entités consolidées et méthodes de consolidation

	R.C.S.	Méthode		% d'intérêt	
		30/09/14	30/09/13	30/09/14	30/09/13
Signaux Girod Chelle (1)	646 950 519	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Grand Sud (2)	338 395 858	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod La Catalane	342 732 500	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Nord-Ouest	349 119 602	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Tarn (1)	351 552 328		I.G.		100.00
Signaux Girod Languedoc	352 825 244	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Auvergne	338 629 520	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Alsace	377 692 496	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Bourgogne	381 465 038	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Val de Saône	390 788 362	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Centre Loire	388 896 201	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Rhône Alpes	959 502 345	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Ile de France	332 201 458	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Nord de France	316 752 807	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Est	432 478 162	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Lorraine	432 840 288	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Ouest	442 213 724	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Méditerranée (2)	513 354 357		I.G.		100.00
Signaux Girod Services Routiers (3)	512 268 228		I.G.		100.00
Signaux Girod La Réunion	515 340 693	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Signaux Girod Filiales France (3) (4)	443 137 955	I.G.	I.G.	100.00	100.00
S.F.L.	304 635 337	I.G.	I.G.	99.95	99.95
Lacgir	332 201 441	I.G.	I.G.	99.00	99.00
International Girod	443 137 021	I.G.	I.G.	100.00	100.00
GS Plus	Rép. Tchèque	I.G.	I.G.	99.88	99.88
GSR Girod Semnalizare Rutiera	Roumanie	I.G.	I.G.	100.00	100.00
ACE	Belgique	I.G.	I.G.	75.00	75.00
M-2	Lettonie	I.G.	I.G.	90.00	90.00
Senales Girod	Espagne	I.G.	I.G.	99.88	99.88
Alfa Girod	Hongrie	I.G.	I.G.	100.00	100.00
I.R.S.	Royaume Uni	I.G.	I.G.	50.00	50.00
Summum	Canada	I.G.	I.G.	100.00	100.00
S.S.S. (7)	Canada				
Sociétés Spécialisées Girod	481 957 041	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Atech	339 707 143	I.G.	I.G.	100.00	100.00
L'Appentièrre Fleurie	384 205 175	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Burrial	060 500 576	I.G.	I.G.	50.00	50.00
Concept Urbain	322 746 603	I.G.	I.G.	100.00	100.00
S.I.P.	971 500 723	I.G.	I.G.	100.00	100.00
Girod Ennis Manufacturing G.E.M. (4)	524555331		I.G.		100.00
Girod Maroc (5)	Maroc	I.G.	I.P.	100.00	50.00
Dominique Defrain Signalisation	380 766 436	I.P.	I.P.	49.90	49.90
Eurosigns (6)	Royaume Uni	M.E.	M.E.	49.00	49.00
A.M.O.S.	513 325 795	M.E.	M.E.	49.00	49.00
T.V.B.	Allemagne	N.C.	N.C.	100.00	100.00
Groupe AIRESS	311 700 629	N.C.	N.C.	20.00	20.00
TTS	398 379 214	Note 11	I.P.	49.99	49.99
TTS Invest	437 770 498	Note 11	I.P.	50.00	50.00
TTS Parking	389 354 127	Note 11	I.P.	50.00	50.00

IG = Intégration globale
consolidée

IP = Intégration proportionnelle

ME = Mise en équivalence

NC = Non

(1) Signaux Girod Tarn : transmission universelle du patrimoine à la société Signaux Girod Chelle

(2) Signaux Girod Grand Méditerranée : transmission universelle du patrimoine à la société Signaux Girod Grand Sud

(3) Signaux Girod Services Routiers : transmission universelle du patrimoine à la société Signaux Girod Filiales France

(4) G.E.M. : transmission universelle du patrimoine à la société Signaux Girod Filiales France

(5) Girod Maroc : participation portée à 100% par rachat de parts

(6) Eurosigns : cession de la participation en juin 2014

(7) SSS : perte de contrôle en janvier 2012

VIII.- Informations environnementales

Le Groupe Signaux Girod a engagé une démarche de protection de l'environnement dont l'objectif est de rechercher constamment des axes d'amélioration afin de diminuer l'impact lié aux activités de notre entreprise. Sur le site de Bellefontaine, un comité de pilotage veille à l'amélioration continue par le suivi des indicateurs environnementaux et la mise en place d'actions d'amélioration. Nos actions environnementales vont donc au-delà du simple respect de la réglementation.

L'ensemble du personnel y compris le personnel intérimaire a été sensibilisé aux impacts environnementaux liés à nos activités et a été formé aux comportements à adopter pour éviter toute pollution. Des indicateurs de suivi, complétés ou non d'objectifs, permettent d'évaluer les actions mises en place. De plus, le personnel itinérant est sensibilisé à l'éco-conduite afin de réduire la consommation moyenne des véhicules mis à disposition.

Afin de matérialiser cet engagement en faveur de l'environnement, le Groupe a fait certifier plusieurs de ses sites :

- Le site de Bellefontaine est certifié ISO 14001, version 2004, depuis le 13 octobre 2006. Notre certification a été renouvelée le 11 juillet 2014.
- Les sociétés Concept Urbain, et Girod Semnalizare Rutiera partagent cette démarche et sont certifiées ISO 14001.

Des investissements liés à la protection de l'environnement et à la sécurité sont régulièrement réalisés par la société.

L'unité de production de Bellefontaine, principal site de production du Groupe, fait l'objet de contrôles réguliers de la part d'un organisme agréé, sur les niveaux des nuisances sonores. Ces contrôles montrent des niveaux sonores inférieurs aux limites réglementaires.

Les activités réalisées de nuit, correspondent pour l'essentiel à du balisage sur route ou autoroute ne générant pas ou peu de nuisance sonore, ni de pollution lumineuse.

Le Groupe Signaux Girod a une emprise sur les sols réduite, du fait de son activité. En effet, le Groupe n'a aucune activité d'extraction et n'est pas à l'origine de l'artificialisation des sols.

Le Groupe n'est pas soumis aux conséquences du changement climatique. Il n'a donc pas engagé d'actions particulières pour s'y adapter.

Au cours de l'exercice 2013/2014, le Groupe n'a eu à constater aucune provision et garantie pour risques liés à l'environnement.

Des informations sur la responsabilité environnementale de l'entreprise figurent dans le rapport de gestion (III-2 Informations environnementales)

IX.- Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Le 1^{er} janvier 2015, le groupe a racheté 25% des titres de la société IRS (Royaume Uni), portant ainsi sa participation à 75%.

VI. - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Signaux Girod, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.18 « Avantages au personnel » et le paragraphe III, note 15 « Retraites et assimilés » aux états financiers consolidés, qui exposent les effets liés à l'application de la norme IAS 19 révisée - Avantages du personnel, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

Votre groupe apprécie à chaque clôture :

- la valeur recouvrable des actifs, comme cela est décrit dans la note II.3.10 de l'annexe aux comptes consolidés ;
- l'évaluation des goodwill, comme cela est décrit dans les notes II.3.8, II.3.10 et III.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par votre groupe et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés

Lons-le-Saunier et Lyon, le 29 janvier 2015

Les Commissaires aux Comptes

PLURIS AUDIT
Jean-Pierre Ladouce

ERNST & YOUNG et Autres
Jean-Pierre Buisson

B.- Comptes sociaux.**I. - Bilan au 30 septembre 2014**

(Montants exprimés en milliers d'euros)

Actif	Note	30/09/2014	30/09/2013
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles		1 367	1 428
Immobilisations corporelles nettes		26 618	27 207
Immobilisations financières		30 060	29 446
Dont : Titres de participations		19 266	19 266
Créances rattachées		9 752	9 752
Total Actif immobilisé	1	58 045	58 081
Actif circulant			
Stocks et en-cours	2	7 241	7 813
Clients et comptes rattachés	3	8 467	10 487
Autres créances et comptes de régularisation	3	13 208	13 791
Disponibilités	6	3 625	536
Comptes de régularisation	3-8	466	503
Total Actif circulant		33 007	33 130
Total actif		91 052	91 211

Passif	Note	30/09/2014	30/09/2013
Capital social		14 808	14 808
Réserve légale		1 481	1 481
Autres réserves		42 058	41 117
Résultat net		1 689	2 720
Situation nette		60 036	60 126
Subventions		105	119
Provisions règlementées	5	10 690	10 410
Capitaux propres	4	70 831	70 655
Provisions pour risques et charges	5	137	99
Dettes financières	6	13 923	12 125
Fournisseurs et comptes rattachés	7	3 522	5 051
Autres dettes et comptes de régularisation	7	2 639	3 281
Passif circulant		20 084	20 457
Ecart de conversion passif			
Total passif		91 052	91 211

II. – Compte de résultat

(Montants exprimés en milliers d'euros)

	Note	30/09/2014	30/09/2013
Produits d'exploitation :			
Chiffre d'affaires	10	36 385	39 055
Production stockée		- 814	822
Reprise de provisions et transfert de charges		3 381	2 910
Autres produits		41	23
Total des produits d'exploitation		38 993	42 810
Charges d'exploitation :			
Achats matières premières et autres approvisionnements		17 083	18 900
Variation des stocks		- 229	- 363
Autres achats et charges externes		8 523	9 302
Impôts, taxes et versements assimilés		1 338	1 281
Salaires et traitements		6 882	6 777
Charges sociales		2 550	2 583
Dotations aux amortissements et provisions		2 148	2 051
Autres charges		79	133
Total des charges d'exploitation		38 374	40 664
Résultat d'exploitation		619	2 146
Résultat financier	11	659	668
Résultat courant		1 278	2 814
Résultat exceptionnel	12	- 499	- 535
Participation des salariés		0	0
Impôts sur les bénéfices	14	910	441
Résultat net de l'exercice		1 689	2 720
Résultat par action (en Euros)		1.48	2.39
Résultat dilué par action (en Euros)		1.53	2.42
Nombre d'actions		1 139 062	1 139 062
Nombre d'actions diluées		1 104 078	1 125 646

III. – Tableau des flux de trésorerie

	30/09/2014	30/09/2013
Résultat net	1 689	2 720
Amortissements et provisions nets	2 397	2 436
Plus ou moins values	234	363
Subventions virées au résultat	- 15	- 15
Variation du Besoin en Fonds de Roulement d'exploitation	- 393	- 2 177
= Flux de trésorerie d'exploitation (A)	3 912	3 327
Distributions mises en paiement	- 1 778	- 2 836
Remboursement de dettes financières	- 2 182	- 1 594
Variation avances et cash pooling	1 320	1 191
Besoin de trésorerie	- 2 640	- 3 239
Variation avances et cash pooling		
Augmentation des dettes financières	3 947	2 700
Dégagement de trésorerie	3 947	2 700
= Flux de trésorerie financement (B)	1 307	- 539
Acquisition immobilisations incorporelles	- 137	- 89
Acquisition immobilisations corporelles	- 1 545	- 1 827
Acquisition de titres de participation	0	- 4 000
Créances rattachées participation et autres immobilisations financières	- 614	- 335
Créances et dettes sur immobilisations	35	23
Besoin de trésorerie	- 2 261	- 6 228
Cession, désinvestissement, subvention d'investissement	26	129
Créances rattachées participation et autres immobilisations financières		
Dégagement de trésorerie	26	129
= Flux de trésorerie investissement (C)	- 2 235	- 6 099
Trésorerie début	518	3 829
Trésorerie fin	3 502	518
Flux net de trésorerie (A+B+C)	2 984	- 3 311

IV. – Principes et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général 2005.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général 2005 applicables à la clôture de l'exercice.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. – Immobilisations incorporelles et corporelles.

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à leur coût d'acquisition ou leur coût de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les frais accessoires d'acquisition sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de logiciels et de licences informatiques.

Les durées d'utilisation généralement retenues sont les suivantes :

- Logiciels : 5 à 10 ans
- Constructions, agencements et aménagements des constructions : 15 à 50 ans
- Matériels et outillages industriels : 5 à 30 ans
- Matériels de transports : 5 à 13 ans
- Matériels de bureau et matériels informatiques : 6 à 8 ans
- Mobiliers de bureau : 10 à 20 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été le cas échéant dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

La totalité de la dotation aux amortissements de l'exercice est inscrite au compte de dotation aux amortissements d'exploitation.

L'écart constaté entre la dotation aux amortissements calculée sur la durée d'utilité des biens et la dotation calculée selon la durée d'usage admise fiscalement est enregistrée en « provision règlementée pour amortissements dérogatoires » et comptabilisée en charges exceptionnelles.

2. – Immobilisations financières.

La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute des titres. La valeur d'inventaire des titres de participation est égale, d'une manière générale, à la quote-part de situation nette de la filiale que ces titres représentent. Il est également tenu compte du potentiel économique et financier des filiales.

3. – Stocks et en-cours.

Les matières et marchandises ont été évaluées par la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Les produits et en-cours de production ont été évalués à leur coût de production, comprenant :

- coût d'achat matières,
- coût direct de production,
- coût indirect de production.

Ces éléments ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte du cours du jour ou de la valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice.

4. – Créances et dettes.

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. L'essentiel des créances non dépréciées pour lesquelles l'échéance initiale est dépassée correspond à des facturations à des organismes publics pour lesquels l'estimation du risque de non recouvrement est non significatif.

5. – Valeurs mobilières de placement.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur d'acquisition. Elles sont constituées par des SICAV de trésorerie.

6. – Provisions pour risques et charges.

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables.

7. – Impôts.

La société Signaux Girod est à la tête d'un groupe d'intégration fiscale formé avec les sociétés, International Girod, Signaux Girod Filiales France, Signaux Girod Nord de France, Signaux Girod Ile de France, Signaux Girod Rhône Alpes, Signaux Girod Est, Signaux Girod Lorraine, Signaux Girod Auvergne, S.F.L, Signaux Girod Languedoc, Signaux Girod La Catalane, Signaux Girod Ouest, Signaux Girod Val de Saône, Signaux Girod Bourgogne, Signaux Girod Nord Ouest, Signaux Girod Alsace, Signaux Girod Chelle, Signaux Girod Grand Sud, Signaux Girod Centre Loire, Signaux Girod La Réunion, Signaux Girod Sociétés Spécialisées, Atech, Concept Urbain, S.I.P., (soit 24 sociétés). L'économie d'impôt qui résulte de l'intégration des filiales déficitaires est conservée par la société tête de Groupe.

8. – Faits marquants et analyse objective sur l'évolution des affaires et des résultats.

Activité de la SA Signaux Girod (en milliers d'euros)

	2013/2014	2012/2013	Variation
Chiffre d'affaires Production hors groupe	9 023	10 942	- 17.54 %
Chiffre d'affaires Production groupe	23 588	24 503	- 3.73 %
Chiffre d'affaires Services	3 774	3 610	+ 4.54 %
Total Chiffre d'affaires	36 385	39 055	- 6.84 %

Résultats de la SA Signaux Girod (en milliers d'euros)

	2013/2014	2012/2013	Variation
Chiffre d'affaires Production +/- variation production stockée	31 797	36 261	- 12.31 %
Chiffre d'affaires Services	3 774	3 616	+ 4.37 %
Chiffre d'affaires total +/- variation production stockée	35 571	39 877	- 10.80 %
Marge brute sur chiffre d'affaires total	18 717	21 340	- 12.29 %
Taux de marge brute	52.62 %	53.51 %	
Valeur ajoutée	10 194	12 038	- 15.32 %
Taux de valeur ajoutée	28.66 %	30.19 %	
Excédent brut d'exploitation	- 576	1 398	- 141.20 %
Taux d'excédent brut d'exploitation	- 1.62 %	3.51 %	
Résultat net	1 689	2 720	- 37.9 %

Données relatives aux comptes consolidés :

Le résultat net part du Groupe s'établit à 1.7 M€.

En millions d'Euros	2013/2014	2012/2013	Variations
Chiffre d'affaires	123.8	127.6	- 2.9 %
Résultat opérationnel courant	2.8	4.7	- 39.8%
Résultat opérationnel	2.5	4.5	- 43.8 %
Résultat net part du groupe	1.7	2.5	- 34.0 %

Signalisation France : (CA : 82.6 M€ - ROC : - 0.1 M€)

Après un premier semestre satisfaisant, l'activité a fortement chuté depuis les élections municipales de mars 2014, suite aux différents changements politiques et à la réduction des budgets des collectivités locales. Malgré les efforts de rationalisation, la conjonction de la baisse de volume et de la très forte pression sur les prix impacte la rentabilité.

Sociétés spécialisées : (CA 23.5 M€ - ROC : 1.7 M€)

L'ensemble de ces sociétés, à l'exception de S.I.P. (spécialisée dans l'identité visuelle adhésive), ont subi un ralentissement de leurs activités auprès des collectivités en France, impactant le résultat de ce pôle.

Activités internationales : (CA : 17.7 M€ - ROC : 1.2 M€)

Le chiffre d'affaires progresse de 8.6% et le résultat opérationnel courant de 3% confirment le potentiel de ce pôle.

La solidité financière de l'entreprise (endettement net sur fonds propres de 21%), le développement à l'international et la poursuite des efforts de rationalisation en France, lui donne les moyens de résister à la baisse, programmée jusqu'en 2017, de la dotation globale de fonctionnement des collectivités françaises qui impactera les résultats futurs.

Un dividende de 1.00 € par action sera proposé lors de l'assemblée générale du 27 mars 2015.

V. – Notes

(Montants exprimés en milliers d'euros)

1. - Actif immobilisé

Valeurs brutes	30/09/13	Acquisitions	Cessions et virements	30/09/14
Fonds de commerce	86			86
Autres immobilisations incorporelles	2 594	137		2 731
Immobilisations incorporelles	2 680	137		2 817
Terrains	2 538			2 538
Constructions	28 236	215		28 451
Installations techniques	11 608	704	555	11 757
Autres immobilisations	2 380	899	160	3 119
Immobilisations en cours	750	53	346	457
Autres		21		21
Immobilisations corporelles	45 512	1 892	1 061	46 343
Participations	27 928			27 928
Créances rattachées	11 879			11 879
Actions propres (rachat pour annulation)	309	570		879
Actions propres (contrat de liquidité)	36	13		49
Autres	116	31		147
Immobilisations financières	40 268	614		40 882
Total	88 460	2 643	1 061	90 042

Les fonds de commerce ne sont pas dépréciés au 30 septembre 2014.

Les créances rattachées à des participations (11 879 K€) sont toutes à moins d'un an à l'origine et sont dépréciées pour 2 127 K€ au 30 septembre 2014 (dont 2 120 K€ sur 2 127 K€ correspondent aux avances accordées précédemment à la société allemande TVB en liquidation depuis 2002).

Les autres immobilisations financières (147 K€) sont à plus d'un an et sont dépréciées à hauteur de 33 K€ au 30 septembre 2014.

Amortissements et provisions	30/09/13	Dotations	Reprises	30/09/14
Immobilisations incorporelles	1 252	198		1 450
Terrains	283	3		286
Constructions	11 249	940		12 189
Installations techniques	5 180	673	309	5 544
Autres immobilisations corporelles	1 593	259	146	1 706
Immobilisations corporelles	18 305	1 875	455	19 725
Participations	8 662			8 662
Créances rattachées	2 127			2 127
Actions propres (rachat pour annulation)	0			
Actions propres (contrat de liquidité)	0			
Autres	33			33
Immobilisations financières	10 822	0	0	10 822
Total	30 379	2 073	455	31 997

Dotations aux amortissements	30/09/14	30/09/13
Immobilisations incorporelles	198	222
Terrains	3	22
Constructions	940	959
Installations techniques	673	650
Autres immobilisations corporelles	259	187
Immobilisations corporelles	1 875	1 818

Les dotations aux amortissements sont calculées en fonction des durées d'utilité retenues par la société suivant un mode linéaire.

L'écart constaté entre les amortissements calculés suivant les durées d'usage (amortissements linéaires ou dégressifs) et les amortissements calculés suivant les durées d'utilité est traité en provision réglementée et enregistré dans le compte « Amortissements dérogatoires » (cf. note 5).

2. - Stocks et En-cours

	30/09/14			30/09/13
	Brut	Dépréciations	Net	Net
Matières premières et approvisionnements	2 882		2 882	2 653
En-cours de production	3 011		3 011	2 714
Produits intermédiaires et finis	1 351	3	1 348	2 446
Total	7 244	3	7 241	7 813

3. - Créances d'Exploitation

	30/09/14			30/09/13
	Brut	Dépréciations	Net	Net
Clients et comptes rattachés	8 563	96	8 467	10 487
Autres créances	13 591	383	13 208	13 791
Charges constatées d'avance	466		466	503
Total	22 620	479	22 141	24 781

Les échéances des créances d'exploitation sont toutes à moins d'un an

4. - Capitaux Propres

	Capital	Résultat de l'exercice	Réserves	Subv. Invest.	Provision règlementées	Totaux capitaux propres
Situation nette au 30/09/2012	14 808	4 007	41 427	134	9 967	70 343
Dividende distribué		- 2 836				- 2 836
Autres affectations du résultat		- 1 171	1 171			0
Résultat 30/09/2013		2 720				2 720
Autres mouvements				- 15	443	428
Situation nette au 30/09/2013	14 808	2 720	42 598	119	10 410	70 655
Dividende distribué		- 1 778				- 1 778
Autres affectations du résultat		- 942	942			0
Résultat 30/09/14		1 689				1 689
Autres mouvements				- 14	280	266
Situation nette au 30/09/2014	14 808	1 689	43 539	105	10 690	70 831

5. – Provisions

Provisions réglementées :

Conformément au règlement CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, les écarts constatés entre les amortissements calculés suivant la méthode de la durée d'utilité et les amortissements calculés suivant la méthode de la durée d'usage sont enregistrés en « provisions pour amortissements dérogatoires ».

Provisions réglementées	30/09/2013	Dotations	Reprises	30/09/2014
Provision amortissements dérogatoires	10 410	1 239	959	10 690
Dotations et reprises exceptionnelles		1 239	959	

Autres provisions :

	30/09/13	Dotations	Reprises Utilisées	Reprises Non utilisées	30/09/14
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour risque filiales					
Provisions sociales (1)	58	10			68
Provisions sur risques juridiques					
Provisions pour charges (2)	41	28			69
Total provisions pour risques et charges	99	38	0	0	137
Provisions pour dépréciations					
Titres de participation	8 662				8 662
Autres immobilisations financières	2 160				2 160
Stocks	16			13	3
Créances clients	60	36			96
Autres créances	377	6			383
Total provisions pour dépréciations	11 275	42	0	13	11 304
Dont dotations et reprises					
D'exploitation		75		13	
Financières		6			
Exceptionnelles					

(1) Les provisions sociales constatées correspondent pour 68 K€ à l'estimation des sommes à payer au titre des médailles du travail évaluées en fonction de l'ancienneté des salariés sur une base actuarielle. Un accord d'entreprise a fixé les modalités de calcul et de distribution des primes liées aux médailles du travail.

(2) Les provisions pour charges se composent uniquement de provisions liées à des litiges pour 41 K€.

6. - Dettes Financières

	30/09/14	30/09/13
Emprunts et dettes financières		
Emprunts à long et moyen terme	12 895	11 131
Participation des salariés	85	302
Intérêts courus	13	18
Compte courant groupe	783	633
Cash pooling passif	0	0
Concours bancaires courants	123	17
Divers	24	24
Total emprunts et dettes financières	13 923	12 125
Echéances		
Remboursables à moins d'un an	3 920	2 994
Remboursables à plus d'un an et moins de cinq ans	9 139	7 624
Remboursables à plus de cinq ans	864	1 507
Total emprunts et dettes financières	13 923	12 125
Emprunts et dettes financières	13 923	12 125
Valeurs mobilières de placement	- 1	- 1
Cash pooling actif	- 11 660	- 12 980
Disponibilités	- 3 624	- 535
Endettement net	- 1 362	- 1391

D'une manière générale, certains emprunts souscrits par Signaux Girod sont soumis à des « covenants », susceptibles d'entraîner un remboursement anticipé en cas de non respect. La dette financière concernée s'élève à 1 137 K€ à fin septembre 2014 (contre 262 K€ au 30 septembre 2013).

Les calculs de ratios financiers afférents aux « covenants » sont effectués sur une base annuelle et doivent être respectés au 30 septembre.

Au 30 septembre 2014, Signaux Girod respectait ces « covenants ».

7. - Dettes d'Exploitation

	30/09/14	30/09/13
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 522	5 051
Autres dettes d'exploitation	2 639	3 281
Total des dettes d'exploitation	6 161	8 332

Les échéances des dettes d'exploitation sont toutes à moins d'un an.

8. - Charges à payer – Produits à recevoir - Charges et Produits constatés d'avance

Charges à payer	30/09/14
Emprunts et dettes financières diverses	10
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	203
Dettes sur immobilisations	81
Clients avoirs à établir	107
Dettes fiscales et sociales	1 526
Autres charges à payer	9
Intérêts bancaires à payer	3
Total des charges à payer	1 939

Produits à recevoir	30/09/14
Clients factures à établir	506
Autres créances produits à recevoir	298
Total des produits à recevoir	804

	30/09/14
Charges constatées d'avance	466

	30/09/14
Produits constatés d'avance	112

9. - Eléments relevant de plusieurs postes du Bilan

	Entreprises liées	Participations
Immobilisations financières		
Participations	19 266	
Créances rattachées	9 752	
Actif circulant		
Clients et comptes rattachés	5 625	9
Autres créances	11 660	
Dettes		
Fournisseurs et comptes rattachés	185	144
Autres dettes		
Produits et charges financières		
Produits de participation	728	
Autres produits financiers	66	
Charges financières	4	

10. - Chiffre d'affaires - Soldes Intermédiaires de Gestion

Chiffre d'affaires

	30/09/14	30/09/13	Variation
Chiffre d'affaires hors groupe	9 023	10 942	- 17.54 %
Chiffre d'affaires groupe	23 588	24 503	- 3.73 %
Chiffre d'affaires production	32 611	35 445	- 8.00 %
Prestations services hors groupe	626	434	+ 44.24 %
Prestation services groupe	3 148	3 176	- 0.88 %
Total des prestations services	3 774	3 610	+ 4.54 %
Chiffre d'affaires total	36 385	39 055	- 6.84 %

	30/09/14	30/09/13	Variation
Chiffre d'affaires France	35 616	38 204	- 6.8
Chiffre d'affaires Etranger	769	851	- 9.6

Soldes intermédiaires de gestion

	30/09/14	%	30/09/13	%
Chiffre d'affaires hors prestations services	32 611		35 439	
Production stockée	- 814		822	
Prestations services	3 774		3 616	
Production	35 571	100	39 877	100
Achats de matières premières et marchandises	- 17 083		- 18 900	
Variation de stocks	229		363	
Autres achats et charges externes	- 8 523		- 9 302	
Valeur ajoutée	10 194	28.66	12 038	30.19
Salaires et traitements	- 6 882		- 6 777	
Charges sociales	- 2 550		- 2 583	
Impôts et taxes	- 1 338		- 1 281	
Subventions d'exploitation			1	
Excédent brut d'exploitation	- 576	- 1.62	1 398	3.51
Reprises d'amortissements provisions et transferts de charges	3 381		2 910	
Autres produits	41		22	
Dotation aux amortissements	- 2 073		- 2 040	
Dotation aux provisions d'exploitation	- 75		- 11	
Autres charges	- 79		- 133	
Résultat d'exploitation	619	1.74	2 146	5.38
Produits financiers	886		1 526	
Charges financières	- 227		- 858	
Résultat financier	659		668	
Résultat courant	1 278	3.59	2 814	7.06
Résultat exceptionnel	- 499		- 535	
Impôt sur les sociétés	910		441	
Participation des salariés	0		0	
Résultat net	1 689	4.75	2 720	6.82

11. - Résultat Financier

	30/09/14	30/09/13
Produits financiers		
Dividendes	728	1 000
Intérêts des comptes courants et créances (1)	109	142
Reprises sur amortissements et provisions	0	324
Autres	49	59
Total des produits financiers	886	1 525
Charges financières		
Dotations aux amortissements et provisions	6	377
Intérêts sur emprunts et assimilés	214	203
Perte sur créances rattachées à des participations	0	268
Autres	7	9
Total des charges financières	227	857
Résultat financier	659	668

(1) comprend essentiellement la facturation des intérêts sur créances commerciales à plus de 90 jours pour les entreprises liées et les intérêts du cash pooling.

12. - Résultat Exceptionnel et transferts de charges

Résultat exceptionnel	Produits	Charges	Net
Sur opérations de gestion	0	0	0
Sur opérations en capital	40	260	- 220
Amortissements et provisions	960	1 239	- 279
Résultat exceptionnel	1 000	1 499	- 499

Transferts de charges d'exploitation	30/09/14
Entretien et réparation	105
Autres charges externes	13
Indemnités départ retraite	84
Formation	141
Refacturation charges filiales	3 019
Total des transferts de charges d'exploitation	3 368

13. - Capacité d'autofinancement

	2013/2014	202013/2013
Excédent brut d'exploitation	- 576	1 398
Autres produits et transferts de charges	3 410	2 721
Produits financiers	886	1 526
Produits exceptionnels	0	0
Autres charges	- 79	- 133
Charges financières	- 221	- 481
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	0
Participation des salariés	0	0
Impôts sur les sociétés	910	441
Capacité d'autofinancement	4 330	5 472

14. - Impôts – Accroissements, allègements de la dette future d'impôt et ventilation de l'impôt

Accroissements		
Provisions réglementées : Amortissements dérogatoires	10 690	
Accroissement de la dette future d'impôt		3 563
Allègements		
Provisions non déductibles		
- Participation des salariés		
- Organic	44	
Autres		
Total	44	
Allègement de la dette future d'impôt		14
Eléments de taxation éventuelle	0	
Accroissement de la dette future d'impôt		0

Ventilation de l'impôt	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	1 278	- 101	1 177
Résultat exceptionnel	- 499	1 011	512
Total	779	910	1 689

En l'absence d'intégration fiscale le montant de l'impôt aurait été de - 22 K€.

15. - Tableau des filiales et participations

	Capital	Autres capitaux propres	% de détention	Valeur brute titres	Valeur nette titres	Prêts avances bruts	Prêts avances nets	Dividende encaissé	Résultat	Chiffre affaires
Détenues à 50 % et plus										
Sas Signaux Girod Filiales France (1) <i>Siret 443 137 955</i>	7 265	-1 948	100.00	11 265	11 265			0	162	3 447
Sas International Girod (1) <i>Siret 443 137 021</i>	6 200	-1 129	100.00	6 200	6 200	3 505	3 505	0	429	
Sarl SFL (1). <i>Siret 304 635 337</i>	750	-1 128	99.95	5 070	0				-6	
SAS Sociétés Spécialisées Girod <i>Siret 481 957 041 (1)</i>	1 800	7 513	100.00	1 800	1 800	6 246	6 246	728	684	115
Détenues à moins de 50 %										
Sa Airess (2) <i>Siret 311 700 629</i>		NC	20.00	3 354	0				NC	NC
Sociétés étrangères										
T.V.B. (Allemagne) (3)	270	NC	100.00	232	0	2 120	0		NC	NC

Au 30 septembre 2014 Signaux Girod cautionne des emprunts contractés par ses filiales pour 3 576 K€ (International Girod : 2 098 K€, Signaux Girod Filiales France : 1 478 K€).

Signaux Girod garantit aussi un emprunt de sa sous-filiale tchèque GS PLUS pour 145 K€, un emprunt de sa sous-filiale française Signaux Girod Centre Loire pour 197 K€ et des ligne de crédit de sa sous-filiale roumaine GSR pour 600 K€.

(1) Sièges sociaux : 39400 Bellefontaine

(2) La SA Airess a été mise en liquidation judiciaire en janvier 2004. La totalité des titres et des avances ont été provisionnés sur les exercices antérieurs.

(3) La société T.V.B. (Dortmund – Allemagne) a été mise en liquidation en fin d'année 2002. La totalité des titres et des avances ont été provisionnés sur les exercices antérieurs.

16. - Résultats des cinq derniers exercices

	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014
Capital social	14 807 806	14 807 806	14 807 806	14 807 806	14 807 806
Nombre d'actions	1 139 062	1 139 062	1 139 062	1 139 062	1 139 062
Opérations et résultat de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes (K€)	33 281	37 103	38 964	39 055	36 385
Résultat avant impôts, Participation, Amortissements et provisions (K€)	10 101	- 2 077	2 898	4 628	3 200
Impôt sur les bénéfices (K€)	- 522	- 1 110	- 570	- 441	- 910
Participation des salariés (K€)	72	0	0	0	0
Résultat net (K€).	3 614	3 539	4 007	2 720	1 689
Résultat distribué au cours de l'exercice, hors avoir fiscal (K€)	5 695	0	1 139	2 848	1 778
Résultat distribué au titre de l'exercice, hors avoir fiscal (K€)	0	1 139	2 847	1 822	1 139
Résultat par action					
Bénéfice net par action	3.17	3.11	3.52	2.39	1.48
Bénéfice après impôt, participation, avant dot. Amortissements et provisions	9.26	- 0.85	3.04	4.45	3.54
Dividende attribué à chaque action	0	1.00	2.5	1.60	1.00
Personnel					
Effectif moyen employé	231	227	221	231	227
Montant de la masse salariale, charges incluses (K€)	9 069	9 190	9 004	9 361	9 432

17. - Rémunérations et effectifs

Effectif moyen	Cadres	Maîtrise	Employés	Ouvriers	Total
2012/2013	22	65	42	102	231
2013/2014	23	79	38	87	227

Le montant global des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées de la société s'élève à 807 K€.

Rémunération des dirigeants :

	2013/2014	2012/2013
Par la SA Signaux Girod	319	280
Par les sociétés liées	94	118

Le détail de ces rémunérations figure dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

18. - Engagements hors bilan et passifs éventuels

a) Engagements hors bilan :

Aval et cautions (1)	8 923 K€
Indemnités de fin de carrière (2)	720 K€
Engagements d'investissements	0 K€
Droit Individuel à la Formation D.I.F (volume d'heures acquises)	23 118 heures
Droit Individuel à la Formation D.I.F (volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande)	22 350 heures

(1) dont : - entreprises liées et filiales : 4 519 K€

- cautions bancaires sur marchés : 173 K€

- dettes garanties par des suretés réelles : emprunt bancaire, hypothèque immobilière : 4 230 K€.

(2) Elles ont fait l'objet d'un versement partiel à un organisme extérieur à l'entreprise. Le montant a été déterminé individu par individu en fonction des droits acquis à la clôture de l'exercice sur des bases actuarielles. Les hypothèses retenues sont les suivantes : Taux d'actualisation de 2.0 %, taux de

progression des salaires de 2.0 %, taux de turnover de 6.5 %. Au 30 septembre 2014, ces indemnités représentent un montant de 1 081 K€ sur lesquels 361 K€ ont déjà été versés.

c) Passifs éventuels

Les sociétés concernées par le jugement rendu par l'Autorité de la concurrence en décembre 2010, ont fait l'objet de la part de deux entreprises concurrentes de plaintes visant à obtenir une indemnisation du préjudice qu'elles prétendent avoir subi en conséquence des pratiques anticoncurrentielles sanctionnées par l'Autorité de la concurrence. Le groupe conteste les arguments développés par les plaignantes. Notre connaissance actuelle de ces procédures ne nous permet pas d'évaluer avec une fiabilité suffisante le risque lié à ces plaintes.

Depuis décembre 2010, cinq actions ont été engagées par des clients à l'encontre de Signaux Girod ou des sociétés concernées par le jugement rendu par l'Autorité de la concurrence en décembre 2010. Ces actions concernent des demandes d'indemnisation au titre de prétendus préjudices subis dans le cadre de l'exécution de contrats antérieurs à 2006. Le groupe conteste les arguments développés par les plaignantes. Notre connaissance actuelle de ces procédures ne nous permet pas d'évaluer avec une fiabilité suffisante le risque lié à ces actions.

19. - Crédit Bail

	Terrains	Constructions	Matériels outillages	Autres immobilisations	Total
Valeur d'origine	78	347	324	435	1 184
Amortissements					
Exercices antérieurs		56	105	150	311
Exercice en cours		18	33	40	91
Valeur nette	78	273	186	245	782
Redevances payées					
Exercices antérieurs	23	94	238	249	604
Exercice en cours	7	29	68	82	186
Total	30	123	306	363	822
Redevances à payer					
A un an au plus	7	29	38	60	134
A plus d'un an et moins de 5	26	118	0	1	145
A plus de 5 ans	37	170	0		207
Total	70	317	38	61	486
Valeur résiduelle			3	5	8

20. - Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination : SAS L'ACTION GIROD
Siège social : 39400 Bellefontaine